

FICHE DE PRESENTATION

1. Titre : la géopolitique de la CHINE : superpuissance du XXI^e siècle

2. CEN BREM (armée de terre)

3. 23 février 2000

4. Division A

5. Mémoire de géopolitique

6. Synthèse

Historiquement, la Chine a été une grande puissance.

Elle en a les capacités grâce à sa géographie physique et humaine.

Se sentant encerclée par la Russie et ses alliés, elle a cherché à contrer cet encerclement grâce à sa diaspora, son réarmement, son extension maritime et des alliances avec des voisins éloignés ou des institutions.

Une fois qu'elle aura diminué les tensions avec ses voisins, elle pourra se développer pour devenir une superpuissance.

7. Mots clés

Encerclement, armement, développement économique, volonté et capacité d'être une grande puissance

LA GEOPOLITIQUE **DE LA CHINE**

SUPERPUISSANCE DU XXI^e SIECLE ?

INTRODUCTION

PREMIERE PARTIE : LES FONDEMENTS DE SA GEOPOLITIQUE

1. DEFINITION DE LA GEOPOLITIQUE
 - 1.1. GENERALITE SUR LA GEOPOLITIQUE
 - 1.2. LES THEORIES EN GEOPOLITIQUE
2. LA GEOGRAPHIE DE LA CHINE
 - 2.1. LA GEOGRAPHIE PHYSIQUE
 - 2.2. LA GEOGRAPHIE HUMAINE
3. LA TOPOLOGIE DE LA CHINE
4. HISTOIRE

DEUXIEME PARTIE :

ENCERCLEMENT ET CONTRE - ENCERCLEMENT

1. LA CHINE, GRANDE PUISSANCE DOTEES D'UNE ARMEE VOLUMINEUSE
 - 1.1. LA POLITIQUE EXTERIEURE CHINOISE
 - 1.2. LA PUISSANCE MILITAIRE CHINOISE
 - 1.3. L'EFFORT MILITAIRE CHINOIS
2. L'EXTENSION MARITIME
 - 2.1. LA CHINE ET LA MER
 - 2.2. LA CHINE ET L'INSULARITE
 - 2.2.1. Hong Kong
 - 2.2.2. Macao
 - 2.2.3. Quemoy et Matsu
 - 2.2.4. Litiges liés à la possession d'îlots longtemps délaissés
3. LA CONSERVATION DE L'ESPACE OCCIDENTAL
 - 3.1. LE XINJIANG
 - 3.2. LE TIBET
4. LUTTES CONTRE L'ENCERCLEMENT
 - 4.1. PRUDENCE FACE A L'INDE
 - 4.2. LES ECHECS DE LA CHINE EN INDOCHINE
 - 4.3. LA COREE DU NORD
 - 4.4. LA COREE DU SUD
 - 4.5. NORMALISATION AVEC LA MONGOLIE
 - 4.6. MEFIANCE ET RIVALITE AVEC LE JAPON
 - 4.7. CHINE ET RUSSIE : UNE CONJONCTION D'INTERETS ET D'ATTENTES
 - 4.8. CHINE ET TAIWAN : LA DETENTE MAIS PAS LA REUNIFICATION

TROISIEME PARTIE

CONTOURNEMENT DE L'ENCERCLEMENT PAR UNE RECHERCHE D'ALLIES AU NIVEAU MONDIAL

1. LES RELAIS D'INFLUENCE

1.1. LA DIASPORA

1.2. LES RELATIONS COMMERCIALES

1.3. LA CULTURE

2. LA DIPLOMATIE

2.1. RELATIONS AVEC LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

2.2. L'INTERET POUR LA CONSTRUCTION EUROPEENNE

2.3. LES RELATIONS AVEC LE MOYEN - ORIENT

2.4. LA RECHERCHE DE PARTENAIRES DANS LE PACIFIQUE SUD

2.5. LES RELATIONS AVEC LE TIERS MONDE

2.6. DES RELATIONS CHANGEANTES AVEC LES ETATS UNIS

3. LA RECHERCHE DE LA MAITRISE NUCLEAIRE

3.1. LA CONQUETE SCIENTIFIQUE PAR LES SERVICES SECRETS

3.2. LA CHINE, PUISSANCE NUCLEAIRE

CONCLUSION

INTRODUCTION

La Chine sera t-elle une superpuissance au XXI^e siècle ? Déjà Napoléon s'inquiétait du réveil de la Chine. " Quand la Chine s'éveillera, le monde tremblera " disait -il. La Chine semble effectivement sortir de sa léthargie mais son gigantisme l'empêche de progresser à grands pas.

La géopolitique montre que la Chine par sa taille, le volume de sa population, son rayonnement peut tenir le rôle d'une superpuissance si elle adopte des relations moins tendues avec ses voisins.

En effet, durant de nombreux siècles, la Chine a cherché à conquérir les zones lui permettant d'assurer sa sécurité et de disposer d'une grande liberté d'action.

Au XVI^e siècle, la Chine est une des superpuissances de la planète et a conquis ces zones. Elle va les conserver jusqu'au XIX^e siècle puis les perdre progressivement sous les assauts des Japonais, des Russes et des Occidentaux.

La Chine, en souvenir de son extension maximale, de son rayonnement passés supporte mal cette domination par les puissances européennes et japonaise. C'est pourquoi le maoïsme, en cherchant à redonner à la Chine sa splendeur d'antan, a permis aux masses chinoises de l'accepter.

Actuellement, l'ouverture aux investissements étrangers et la transformation de la société s'accompagnent d'un refus à l'égard des valeurs occidentales et d'un durcissement politique vis-à-vis du Japon et des Etats-Unis.

L'étude géopolitique fait apparaître que la Chine est « l'adversaire » de la plupart de ses voisins et que son extension maximale du XVI^e siècle correspond le mieux à son rayonnement. La Chine est en lutte quasi constante contre la Russie pour la conquête de l'Eurasie et cherche à lier des relations avec des pays, des organisations régionales et mondiales pour s'affranchir de son isolement géographique et diplomatique.

Les données géographiques de la Chine expliquent son histoire principalement tournée vers les conquêtes lui permettant de tenter d'assumer sa domination sur le continent

Pour revenir au faste antérieur et prétendre au rang de superpuissance, la Chine renoue avec sa politique traditionnelle :

- de lutte contre l'encerclement face à l'heartland (Russie) notamment par l'extension maritime et en développant sa politique de défense ;
- de politique de contournement de l'encerclement avec des liens avec les organisations internationales, de nombreux pays du tiers monde, la diaspora, au moyen d'alliances politique, militaire économique ainsi que grâce à l'armement nucléaire.

PREMIERE PARTIE : **LES FONDEMENTS DE SA GEOPOLITIQUE**

Les fondements de la géopolitique donnent une place particulière à la Chine en Eurasie, entre le pivot russe et les puissances maritimes.

Cette géopolitique est induite par la géographie et la topologie de la Chine. En effet, l'histoire chinoise depuis 1500 ans montre que la Chine a essayé d'atteindre les limites que lui imposait sa géographie. Une fois conquises ses limes, elle a maintes fois essayé et essaye encore de les conserver ou des renforcer pour assumer son ambition de superpuissance.

1. DEFINITION DE LA GEOPOLITIQUE

1.1. GENERALITE SUR LA GEOPOLITIQUE

La géopolitique est l'étude des conflits armés ou diplomatiques. Elle sert à identifier les intentions des acteurs sur une longue durée, intentions qui leur permettent de contrôler des territoires directement ou par influence, leurs moyens d'accès et d'y contrôler les menaces.

La motivation des acteurs repose sur trois facteurs, économique pour le contrôle d'un espace pour sa richesse ou la circulation des marchandises qui peuvent y transiter ; stratégique pour le contrôle des détroits, cols, montagnes, régions d'accès qui protègent les intérêts nationaux ; identitaire pour des questions ethnique, confessionnelle ou linguistique.

1.2. LES THEORIES EN GEOPOLITIQUE

Deux géopoliticiens américains donnent une place particulière à la Chine : il s'agit de MACKINDER et de SPYKMAN.

Selon la théorie du pivot de MACKINDER, la Chine appartient à l'anneau intérieur, s'appuyant sur des obstacles naturels (Himalaya, désert de Gobi, Tibet) entre l'heartland russe et les îles et continents extérieurs. Celui qui tient le heartland domine le monde.

Selon la théorie du rimland ou d'encerclement par les rivages de SPYKMAN, la Chine appartient au croissant marginal intérieur entre la zone pivot russe et est européenne et le croissant marginal extérieur. La Chine est située dans le rimland, lieu d'affrontement entre la puissance de la terre (la Russie) et les puissances maritimes. Celui qui domine le rimland domine l'Eurasie et donc le monde.

Selon la première théorie, la Russie maîtrise l'Eurasie et s'oppose à la Chine.

Selon la deuxième théorie, les rôles des protagonistes sont inversés.

Dans tous les cas, la Chine est prise en tenaille entre les puissances maritimes et la Russie. Toute la géopolitique chinoise est résumée dans cette phrase.

2. LA GEOGRAPHIE DE LA CHINE

2.1. LA GEOGRAPHIE PHYSIQUE

La Chine se caractérise par son gigantisme. Sa superficie est de 9 600 000 kilomètres carrés. Sa frontière maritime longue de 18 000 kilomètres de côtes et 5 000 îles lui permettant d'être en contact avec de nombreux pays maritimes dont les plus proches sont le Japon, Taïwan, les Philippines, Bornéo et l'Indonésie. 20 000 kilomètres de frontières terrestres dont sept mille avec la Russie la séparent de ses nombreux voisins terrestres : la Corée du Nord, la Russie, le Kazakhstan, le Tadjikistan, le Kirghizstan, le Pakistan, l'Inde, le Népal, le Bhoutan, la Birmanie, le Laos et le Vietnam.

Sa géographie physique est également très marquée. Le relief diffère profondément de part et d'autre d'une ligne allant du Grand Khingan au Yunnan par l'Ordos et le bord occidental du Sichuan : constitué à l'ouest de chaînes, plateaux et bassins formant de vastes unités de plusieurs centaines de milliers de kilomètres carrés (Tibet, Xinjiang, Qinghai), il se modère et se morcelle à l'est tout en s'abaissant vers la mer.

L'ouest se compose de plateaux et de bassins fermés cernés de chaînes puissantes. Au sud, le plateau tibétain est formé de hautes chaînes (d'une altitude moyenne de 3 000 à 4 000 mètres, que dominent le Karakorum à l'ouest, l'Himalaya au sud. Il se termine au nord par la chaîne des Kunlun hautes de 6 000 m, qui domine elle-même, à l'est du méridien 90, les bassins du Tsaidam et du Qinghai. À l'ouest du méridien 90, les Kunlun dominent la cuvette du Tarim que la vieille chaîne des Tian Shan d'une hauteur de 7 000 m, sépare au nord de la dépression de Dzungarie. À l'est, le relief s'abaisse vers la mer par paliers.

Les régions massives et fermées de l'intérieur ont un régime hydrographique à part. À l'exception des rivières du Tibet oriental, qui deviendront le Brahmapoutre, l'Irrawaddy, la Salouen, le Mékong, le Yangri jiang et le Huang He, tout l'ouest est marqué par l'endoréisme : les cours d'eau se perdant dans les sables des déserts, dans des nappes semi-marécageuses (Lob Nor) ou dans des lacs de montagne. À l'est et au sud, le drainage devient exoréique et de grands fleuves (Sougari, Huang He, Xi Jiang) ainsi que d'innombrables fleuves côtiers écoulent vers l'est de le sud, la totalité des précipitations.

La Chine est donc installée sur trois paliers d'altitude organisés en trois grandes bandes longitudinales qui prennent en écharpe l'ensemble du territoire : hautes terres jusqu'au toit du monde, collines, plateaux et chaînes montagneuses de 500 à 2000 m, plaines et deltas.

Ces bandes et paliers sont subdivisés sauf à l'ouest en trois bandes longitudinales : aride et froide, tempérée humide, subtropicale et tropicale.

Par sa possession de l'Himalaya, la Chine est un des châteaux d'eau du continent : En Asie du sud – est, la plupart des fleuves internationaux prennent leurs sources dans le sud de la Chine, À l'est, quelques fleuves issus de Chine se perdent dans les déserts de l'ex URSS.

2.2. LA GEOGRAPHIE HUMAINE

La Chine est actuellement peuplée de 1 300 000 000 habitants et est donc le pays le plus peuplé du monde mais à cause de sa politique des naissances restrictive, elle risque de perdre cette première place au profit de son voisin et ennemi indien doté d'un grand dynamisme démographique.

Cette masse humaine pèse donc sur l'échiquier mondial d'un poids important du point de vue humain, culturel, linguistique et religieux.

La Chine, pays multinational comporte une bonne cinquantaine de minorité. Dans l'ensemble cependant le poids des populations non Han est très faible puisqu'elles représentaient 5% en 1953 et peu être plus de 7% actuellement. Cette croissance différentielle s'est accentuée depuis la mise en œuvre de la politique de limitation des naissances, les petits groupes ethniques ayant obtenu de ne pas l'appliquer. ou de la mettre en application de manière plus libérale.

Ces minorité ne représentent pas un ensemble homogène.

Quelques groupes relativement importants comprenant plus d'un million d'habitants et occupent des territoires compacts (sept millions de Zhuang, quatre millions de Turcs ouïgours, trois millions de Tibétains et de Mongols, Hui, Mandchous, Yi, Miao, et Tujia). La plupart des ethnies minoritaires constituent de petits groupes se comptant par centaines ou

dizaines de milliers d'unités. Une grande diversité les caractérise. Il n'y a rien de commun entre les éleveurs nomades des hauts plateaux d'Asie centrale et les musulmans Hui.

Si leur dynamisme démographique est supérieur à celui des Huans, ils deviennent minoritaire dans leurs contrées à cause de la politique d'émigration chinoise qui rend ces minorités de moins en moins nombreuses par rapport aux Chinois.

Le Han est la langue la plus parlée au monde et les Chinois essayent de l'imposer à la totalité de leur ressortissants car si la langue chinoise est parlée par plus d'un milliard d'individus, elle n'est pas la seule parlée en Chine.

De plus elle est pratiquée bien au delà des frontières du pays. A Taïwan et dans les communautés chinoise d'Asie du sud est, d'Amérique d'Europe et d'Océanie. L'état chinois cherche à imposer une variété unique fondée sur un dialecte mandarin, celui de Pékin. C'est la norme dans les médias nationaux, l'enseignement et l'administration.

En Chine, cependant, plusieurs dizaines de millions de personnes, soit sept pour cent de la population, ne parlent pas le Chinois. Cent huit ethnies parlent cinquante cinq langues. Mais seulement vingt deux disposent de leur écriture, certaines ethnies ont plusieurs écritures comme les Yi , les Miao, les Dai. Cela menace leur intégrité à conserver leur langue.

Le paradigme de la Chine est donc le suivant : beaucoup d'espace, de gens, de temps, d'agriculture, de cohérence culturelle, d'influence sur ses voisins.

A l'ouest le potentiel minéral, les retards de développement, les populations non chinoises, au centre les provinces chinoises du second rayon, à l'est, les concentrations d'hommes, de science de techniques de puissances industrielles et commerciales.

3. LA TOPOLOGIE DE LA CHINE

La topologie influe fortement la géopolitique mais d'après Ancel, les frontières sont soit physiques (montagnes, fleuves, mers, ...) soit humaines par l'équilibre entre deux peuples. Les frontières linguistiques sont des frontières humaines très fortes. Seules les zones vides d'hommes constituent des frontières efficaces : les déserts, les marais, les forêts.

Pour la Chine, ces fleuves, montagnes, plateaux et déserts ont une influence importante pour la géopolitique chinoise.

Les fleuves peuvent être un obstacles mais à l'instar du Rhin peuvent réunir les deux peuples vivants sur chaque rive.

Au nord, la Chine est borné par l'Amour et l'Ussun. Depuis des siècles, la Russie et la Chine se battent pour la maîtrise des rives de l'Amour. Ce cours d'eau est donc, en fonction des vues de la Chine et la Russie soit une frontière entre les deux riverains soit un lien qui relie les deux bords d'un bassin. La Chine semble adopter le principe du lien puisqu'elle a cherché à contrôler les deux rives depuis le XVI^e siècle. La Russie paraît privilégier le fleuve frontière puisque après la deuxième guerre mondiale, après une courte occupation de la Mandchourie, elle s'est limitée à la rive nord.

Des versants nord de l'Himalaya coulent des fleuves qui irriguent le sud-est du continent. Le Brahmapoutre irrigue l'Inde, le Fleuve Jaune la Chine, le Mékong le Laos et le Vietnam et le Salouen la Birmanie. Ces fleuves sont perpendiculaires à la frontière et sont donc un bon axe de pénétration par des forces armées : les Français au XIX^e siècle sont entrés en Chine par le Mékong. Il est donc primordial pour les Chinois de s'assurer de la péninsule indochinoise. Pendant les guerres d'Indochine, les alliances avec les Laotiens, Vietnamiens, Cambodgiens en furent un moyen. Quand l'allié s'est révélé indiscipliné comme le Vietnam, après 1975, la Chine l'a attaqué mais sans succès.

A l'ouest, les fleuves chinois se déversent dans les républiques d'Asie centrale.

L'Himalaya est une montagne considérable et forme un rempart entre l'Inde et le Tibet. Mais c'est surtout la hauteur des cols qui est déterminante dans la capacité d'arrêt d'une montagne. Dans l'Himalaya, leur altitude moyenne est de 6 000 mètres et constitue une muraille relativement difficilement franchissable. Ces cols ont permis la création du Bhoutan et du Népal.

Les plateaux sont des glacis importants permettant de détecter puis de ralentir l'ennemi voire de le contre – attaquer. Le Tibet géographique est un gigantesque plateau de 3,5 millions de kilomètres carrés à 4000 m d'altitude.

Le désert est une zone de séparation entre deux aires géopolitiques distinctes voire comme une zone d'affrontement. Le désert repousse les frontières et engendre un mythe unitaire.

Le désert de Gobi au centre nord de la Chine la sépare de la Sibérie et de la Mongolie qui a été durant de nombreuses années dans l'orbite chinoise.

Le Tibet, désertique, peuplé de quelques tribus nomades, et dont la surface est de 800 000 kilomètres carrés, protège la Chine de l'Inde.

Les déserts d'Asie centrale s'interposent entre la Chine et les pays musulmans de l'ancienne URSS.

Le désert est propice à un déversement de la population. La Chine est sujette à un accroissement démographique inexorable. Les déserts absorbent le trop plein de population au dépend des indigènes.

4. HISTOIRE

Selon les deux théories de géopolitique, la Chine appartenant soit à l'anneau intérieur entre l'heartland russe et les îles et continents extérieurs soit au croissant marginal intérieur entre la zone pivot russe et est - européenne et le croissant intérieur marginal.

A partir de la région de l'actuelle Pékin, les Chinois ont étendu leur territoire pour établir leur sûreté, vers le nord, l'est et le sud. (CARTE ANNEXE 1).

Ils se sont affrontés à la Corée pour annuler la menace venue de la péninsule, aux Tibétains en 750, aux Turcs Ouïgours au nord, aux Turcs Omeyyades à l'ouest ainsi qu'aux Arabes et aux Mongols. (CARTE ANNEXE 2)

Au XVII^e siècle, la Chine est à son apogée. C'est une des puissances mondiales. La Corée est sa vassale en 1637. La Birmanie, le Népal, le Siam, le Laos et le Tonkin sont tributaires de la Chine après 1644. Taiwan occupée en 1683 ainsi que Hong Kong et les Macclesfield. Elle possède les territoires au nord de l'Amour depuis le traité de Nertchinsk en 1689 signé avec les Russes. La Mongolie est chinoise en 1697. Le Tibet est sous protectorat chinois en 1750.

Son déclin commence au XIX^e siècle. Si, déjà, Macao est portugaise en 1557, les principales pertes territoriales commencent au XIX^e siècle. Le drapeau britannique flotte sur Hong Kong en 1842. Les îles Ryukyu sont cédées aux Japonais en 1872. Le Laos et le Tonkin sont colonisés par les Français en 1884, la Birmanie par les Britanniques. Les territoires au nord de l'Amour sont cédés définitivement aux Russes de 1897. La Mongolie devient autonome en 1912. Le Tibet passe sous administration britannique en 1912. Taiwan et la Corée sont conquises par les Japonais respectivement en 1895 et 1910. La Corée est définitivement perdue et Taiwan est depuis 1949 le siège de la Chine nationaliste. (CARTE ANNEXE 3)

Mais les Hans ont un sentiment suraigu de leur identité. Ils ont vécu comme un long traumatisme, le déclin de leur pays tout au long du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle. C'est en combattant les Japonais jusqu'en 1945 puis en rétablissant un état chinois indépendant en 1949 et luttant pour retrouver une partie des territoires perdus que le maoïsme a fondé sa légitimité.

- Au sud-ouest, le Népal est occupé en 1950 et en 1962. En 1962, la guerre avec l'Inde est déclarée. La Chine attaque de part et d'autre de l'Himalaya. Si un retrait chinois s'effectue à l'est, la Chine se maintient à l'ouest sur les territoires indiens. Pékin poursuit une colonisation systématique des deux grands territoires de l'Ouest : le Xinjiang où les Chinois de souche, les Hans forment désormais plus de 50% de la population et le Tibet, annexé en 1950, où ils seraient plus de 60%.

En ce qui concerne le Tibet, Pékin a interrompu en 1998, les négociations qui semblaient avancées avec le Dalaï Lama. Celui-ci est prêt à reconnaître la souveraineté chinoise sur son pays moyennant la reconnaissance d'une autonomie culturelle.

- Au sud-est, la Chine s'oppose militairement au Vietnam en 1979 ainsi que par l'intermédiaire de ses alliés laotien et cambodgien.

- Au large, la Chine cherche à reconquérir ses îles proches ou lointaines : Taiwan est source de tension depuis 1950. L'objectif est la fusion avec le continent comme la Chine l'a fait avec Hong Kong en 1997 et Macao en 1999. Les îles Quemoy et Matsu seront bombardées principalement des années 1954 à 1962. La possession des îles Spatley (Nansha), Paracels (Xisha) attise la tension avec ses voisins depuis 1992 et avec le Japon à propos des îles Diaoyou - Senkaku en 1996.

- Au nord, la Chine intervient en Corée du Nord de 1950 à 1953 contre l'ONU. Elle entre ouvertement en conflit limité avec la Russie, en 1969 avec l'appui de la Mongolie extérieure, à la hauteur de l'Amour et de l'Ussun ainsi qu'au Kazakhstan. C'est le seul conflit direct qui a eu lieu entre deux pays dotés de l'arme nucléaire.

Cette reconquête s'oppose à la Russie (ou URSS selon l'époque) pour la domination de l'Eurasie. Chine et Russie se sentent menacées par l'autre protagoniste. La géopolitique chinoise tend à encercler la Russie ou ses alliés sans se faire encercler ou à rompre l'endiguement déjà existant.

La Chine est éternelle et impériale. Malgré les cinquante ans de communisme, sa géopolitique n'a pas changé. Elle continue à s'opposer à toutes les poussées russes, fussent-elles soviétiques. Les Etats-Unis usent de la Chine pour s'opposer à la Russie. Les Américains ajoutent au rimland chinois l'insularité japonaise pour prendre à revers l'heartland russe. De plus, depuis la rupture sino-soviétique, Russes et Chinois s'opposent également pour la domination du tiers monde.

DEUXIEME PARTIE :

ENCERCLEMENT ET CONTRE - ENCERCLEMENT

Au plan régional, la Chine est en opposition perpétuelle avec la Russie malgré quelques alliances temporaires et tactiques.

Bien que dotée d'une armée très volumineuse, la Chine la restructure afin de mettre ses moyens militaires en accord avec ses ambitions politiques de superpuissance.

La Chine tente également de reconquérir son littoral et ses atterrages proches ou lointains.

Elle va essayer de contrer la Russie dans toutes les régions où elle cherche à s'implanter.

1. LA CHINE, GRANDE PUISSANCE DOTE D'UNE ARMEE VOLUMINEUSE

1.1. LA POLITIQUE EXTERIEURE CHINOISE

La Chine est à la fois, un Etat ayant une très ancienne tradition et un Etat remodelé par cinquante ans de marxisme – léninisme. Ces deux données se retrouvent dans sa politique extérieure actuelle.

Le thème de la Chine, Empire du Milieu est connu. Il résulte d'une vision confucéenne de l'univers qui organisait l'Empire autour de l'empereur et le monde autour de l'empire. Dans un tel schéma, tout ce qui gravitait autour de ce dernier n'avait d'intérêt et même d'existence que par ses liens de vassalité qui l'unissaient à la Chine. Certes, les temps de ces relations sont définitivement révolus mais la Chine actuelle n'en conserva pas moins le sentiment de jouer un rôle central dans les affaires mondiales. Ainsi, on n'hésite pas à Pékin à expliquer l'alliance avec l'Union soviétique par la nécessité qu'il y avait alors à contrecarrer l'impérialisme américain puis le conflit sino - soviétique par la nécessité de faire contrepoids à Moscou, aujourd'hui enfin, la détente avec la Russie, par le besoin de rétablir un équilibre mondial face à la seule superpuissance terrestre. Dans tous les cas, la Chine se donne le rôle de pivot central.

De la Chine confucéenne, la République populaire a également hérité cette tendance permanente à vouloir classer les Etats en catégories résultant de la vision proprement chinoise du monde : classement en Etats révolutionnaires ou réactionnaires, frères ou amis, hégémoniques ou non, marxistes léninistes ou révisionnistes. Vis-à-vis de chacune de ses catégories, la Chine, du moins théoriquement, observe un comportement spécifique, entretient une relation particulière qui rappelle directement les " cinq relations " que le confucéen entretient avec le père, le fils, l'ami, le voisin et " l'autre ".

Son conflit avec l'URSS, dans les années 1959 – 1960, fut l'occasion de développer une vision neuve des relations internationales. Reprenant une idée maoïste de la fin de la seconde guerre mondiale, la République populaire de Chine s'orienta vers une explication entièrement nouvelle des rapports internationaux : celles des zones intermédiaires.

Le monde selon Pékin n'est plus divisé en deux blocs antagonistes mais dominé par deux puissances aux tendances hégémonistes : l'URSS et les Etats – Unis. Entre elles, s'étendaient une immense zone intermédiaire (en 1963) ou plus exactement deux (en 1964) : la première comprenait tous les pays dominés c'est-à-dire le Tiers Monde, tandis que la seconde comprenait tous les pays qui étaient à la fois dominés et dominateurs : Europe occidentale, Japon, Afrique du Sud, Israël et autres. La Chine évidemment, appartenait à la première zone. C'est-à-dire qu'elle ne reconnaissait plus l'existence d'un camp socialiste et qu'elle même se définissait plus comme un état du tiers monde que comme un état socialiste, schéma qui présentait entre autres avantages, celui de ne plus placer la Chine en

position de dépendance vis-à-vis de l'URSS mais en position indépendante, au cœur voire au centre du tiers monde.

Depuis 1980, la Chine, fuyant les idéologies, ne semble plus avoir de ligne claire en matière de réflexion sur les affaires de politique étrangère

La Chine s'est efforcée de placer sa politique étrangère dans un cadre idéologique rigide qui n'avait rien de commun avec les conceptions habituelles en matière de rapports extérieurs. Mais, marquée par sa culture traditionnelle et confucéenne, la Chine a besoin de situer les relations extérieures dans un système d'idées censé donner une explication globale du monde.

1.2. LA PUISSANCE MILITAIRE CHINOISE

La Chine est pour des années encore une " grande puissance faible ". Elle a de grandes vulnérabilités et des ressources économiques limitées. Sa politique de sécurité repose sur la modernisation des forces " à l'économie ", sur une composante diplomatique importante et même sur des concessions discrètes.

La Chine a d'abord choisi la sécurité dans le camp socialiste mais à partir de 1960, elle donna la priorité à l'indépendance et à son appartenance au tiers monde et prétendit s'opposer à la fois aux Etats-Unis et à la Russie.

Puis la Chine se rapproche des Etats-Unis dès décembre 1970 ainsi que de nombreuses organisations internationales et d'une cinquantaine de pays.

L'année 1978 – 1979 fut une année de reclassement : signature du traité de paix sino-japonais en août 1978, accord sino-américain sur la normalisation des relations en décembre.

En décembre 1978, les Vietnamiens envahissent le Cambodge. La Chine réplique en attaquant le Vietnam en février – mars 1979.

Une stratégie plus cohérente prend forme à partir de décembre 1978. Le choix essentiel est la priorité donnée pour longtemps au développement économique. La volonté de modernisation entraîne l'ouverture vers les pays les plus avancés dont Pékin attend contacts, formations, aides et multiplications d'échange.

La priorité économique et l'ouverture impliquent deux autres choix qui orientent toute la politique de sécurité. Pékin veut désormais s'assurer un environnement pacifique durable. Il en résulte une politique complexe et des concessions de fait, notamment avec l'URSS malgré trois problèmes : l'aide soviétique au Vietnam, la militarisation de la Sibérie et l'invasion de l'Afghanistan. Cette normalisation est matérialisée par le sommet sino-soviétique en mai 1989.

La réflexion stratégique s'attache maintenant à l'hypothèse d'un conflit limité aux frontières. Pékin a peu à peu glissé du principe maoïste de la guerre populaire à celui plus adapté de la guerre populaire dans des conditions modernes. Il s'agit de combiner les différentes armes en les modernisant au moindre coût pour une sorte de défense de l'avant. En complément, les milices et les réserves créées à partir de 1980, continueraient à défendre les villes et à mener la guerre des masses dans les zones peuplées. La capacité de résistance est ainsi globalement dissuasive. Mais on peut émettre le doute que l'armée de libération puisse se mesurer efficacement à l'armée russe en Sibérie.

De son côté, la marine chinoise souhaiterait avoir les moyens d'étendre efficacement son contrôle sur les îles de la mer de Chine du sud. Mais la mise en service d'un porte-avions n'est pas concevable à court terme.

Avec la fin de la guerre froide, la Chine acquiert tout naturellement une nouvelle dimension. En effet, l'effondrement de l'URSS, la stabilisation des relations avec la Russie ainsi qu'un certain retrait apparent des Etats-Unis, font de ce pays l'acteur asiatique majeur. En contrepartie, son implication et son rôle dans toutes les zones de tension et tous les affrontements la font de plus en plus ressentir par ses voisins comme une menace, ou au moins comme un risque pour la stabilité et la paix dans la région.

En dépit d'une ouverture certaine, le verrouillage de son système politique resté totalitaire, ses revendications territoriales (mer de Chine) ainsi que ses récentes "gesticulations" militaires face à Taiwan contribuent à accentuer cette image négative; d'autant qu'un taux de croissance important et soutenu lui permet dans le même temps d'entreprendre la modernisation significative de ses forces armées. La Chine devient ainsi, peut-être d'ailleurs à son corps défendant, l'objet d'un certain endiguement de fait, nippon - américain, même, si l'accord récent entre le président Clinton et M. Hashimoto s'est voulu plutôt rassurant.

1.3. L'EFFORT MILITAIRE CHINOIS

Incontestablement, l'effort entrepris par la Chine, grâce à la croissance économique, en vue de la modernisation de l'armée populaire de libération (APL) est très important. En équivalent dollars, le budget chinois de la Défense a augmenté de cinquante pour cent entre 1989 et 1999. Un accroissement de quinze pour cent est prévu cette année mais il ne s'agit que du budget officiel, évalué à douze milliards de dollars. Les analystes occidentaux estiment que le budget réel, calculé en parité de pouvoir d'achat et intégrant la recherche technologique atteint en fait soixante cinq milliards de dollars soit le quart du budget américain de la Défense.

Le niveau global de l'armée chinoise est encore très bas mais l'aviation a été considérablement modernisée, la marine de guerre déjà importante par son tonnage dans les années quatre - vingt a été également modernisée grâce à des achats auprès de la Russie et des Occidentaux. L'armement stratégique commence à disposer d'un certain crédit à travers l'acquisition très rapide de nouvelles techniques (missile à direction informatisée, bombes à neutrons).

La Chine ne constitue pas de menace avant vingt ans pour les Etats-Unis mais elle en représente une pour certains voisins dès le début des années 2000.

Le triomphalisme militaire qui règne à Pékin est également préoccupant : les journaux liés au régime multiplient les reportages sur l'effort militaire face notamment à Taïwan et menacent même les Etats-Unis : Le général Xiong Guangkai, chef d'état major adjoint de l'Armée populaire de libération a déclaré il y a trois ans lors d'une crise sino-taïwanaise : " Nos armements stratégiques se sont considérablement perfectionnés. Au lieu de soutenir Taïwan dans cette querelle, les Etats - Unis feraient mieux de s'occuper de la sécurité de Los Angeles ".

L'armée de libération (Jiefangjun) se recentre sur son métier. Ses prérogatives diminuent. Ses effectifs sont passés de 4 à 2 millions d'hommes et ses activités économiques diminuent sur ordre du premier ministre.

Néanmoins, malgré la reconversion des ses usines stratégiques, l'armée est encore active dans de nombreux domaines économiques tels que les usines de fabrication d'automobiles ou de motos, les complexes hôteliers et touristiques. Elle emploie directement ou indirectement 100 millions de personnes.

La Chine a une capacité peu contestée de défense de son espace territorial. Compte tenu de l'importance numérique des armées chinoises, la modernisation ne concerne en priorité que 10 à 25 % des trois armées; les efforts semblent surtout destinés à donner à la Chine des capacités de projection de puissance et d'intervention spécialement dans les domaines aérien et naval et dans les forces de réaction rapide. Mais le développement de ces nouvelles capacités peut faire naître dans la zone une certaine crainte, et même apparaître comme une menace.

En effet, les capacités chinoises d'action extérieure restent faibles mais en constante amélioration quantitative et qualitative. Pour la période 1996-1998, l'évaluation est la suivante :

- Pour l'armée de terre : une vingtaine de divisions (d'environ 10 000 hommes chacune).

- Pour l'armée de l'air : principalement 200 Sukhoi 27, 200 MiG 23 sur 5500 avions, seraient modernes (J 7, J 8). L'arme aéroportée comportera bientôt à 3 divisions.
- Pour la marine : une brigade de 6 000 marines est opérationnelle.
- Pour l'armement stratégique : 70 à 80 missiles balistiques sol-sol ou mer-sol, de 300 à 1200 kilomètres de portée menacent les proches voisins.

Indépendamment d'une augmentation importante de ses capacités propres qui lui permettent d'ailleurs de devenir un des premiers exportateurs d'armements, la Chine, pour ce qui est des équipements perfectionnés, fait très largement appel à la Russie: achat et construction sous licence de Su 27, de MiG 31, capacité de ravitaillement en vol, détection aéroportée avec Il 76. Les développements de cette nouvelle alliance sino - russe pourraient bien dans les prochaines décennies modifier considérablement l'équilibre stratégique de l'Asie - Pacifique.

Avec cette armée, la Chine cherche étendre ou reconquérir sa frontière maritime et à consolider ses régions occidentales face notamment à l'Inde et aux anciennes républiques soviétiques musulmanes.

2. L'EXTENSION MARITIME

2.1. LA CHINE ET LA MER

La Chine apparaît comme un pays essentiellement continental. Et pourtant à certaines époques de son histoire, l'empire connut une réelle avancée en matière de navigation et fut une grande puissance navale . mais depuis le XVII^e siècle au moins, (dynastie mandchoue des Qing), cette tradition a été totalement perdue.

Le République, la lutte contre le Japon, les premières décennies du régime communiste n'ont pas été propices aux activités navales. En 1976, après la révolution culturelle, la République populaire de Chine ne se plaçait qu'au dix-huitième rang mondial pour sa marine marchande et au soixante sixième pour la pêche en mer (par habitant).

Depuis quelques années, le pays commence à se tourner vers la mer. Il a lancé un plan de modernisation des neuf principaux ports. La création des zones économiques spéciales (ZES) a permis l'ouverture de quatorze ports aux investissements étrangers. Parallèlement, la flotte commerciale a été développée. Elle se situe au huitième rang mondial. Elle est désormais exportatrice de bâtiments civils. Elle a également développé sa flotte de pêche fluviale et maritime.

Sur un plan plus international, la Chine porte ses efforts sur deux secteurs : la défense de son domaine maritime et le développement de sa flotte de guerre. Après avoir été un des premiers états à étendre ses eaux territoriales à douze milles dès 1958, la Chine s'est avérée être un des plus fervents défenseurs des revendications des pays du tiers monde quand à la refonte du droit de la mer.

Dans le domaine militaire, les efforts ont porté sur l'accélération des constructions navales et sur des exercices de plus en plus lointains dans le Pacifique sud en 1980, dans l'Océan Indien en 1985, mise en service d'un sous marin nucléaire en 1987.

En 1998, la flotte de combat de la marine chinoise totalise :

- 5 sous marins nucléaires d'attaque ;
- 63 sous-marins diesel du type des Roméo russes;
- 3 destroyers d'origine russe et 9 frégates lance missiles modernes équipées de matériels occidentaux) ;
- 45 frégates construites de 1968 à 1983 dotées d'armement russe ;
- 210 patrouilleurs lance missiles du type OSA 1 ou Komar russes ;

Le groupe amphibie est constitué de :

- 19 LST et 14 LSM datant de la seconde guerre mondiale;
- environ 500 LSM, LCU, LCT et LCM de construction chinoise.

La flotte logistique comporte :

- 10 bâtiments base de sous marins postérieurs aux années 1970 ;
- 2 navires atelier récents ;
- 3 pétroliers ravitailleurs d'escadre datant de 1980.

Les capacités de combat, de débarquement et logistique de la marine chinoise sont qualitativement et quantitativement très faibles. Un effort récent est en cours mais d'une portée beaucoup trop limitée. Les capacités de débarquement permettraient de débarquer en une seule vague environ 6 000 hommes ou 300 blindés ce qui est très peu face à l'armée taiwanaise.

Au total depuis les années 1980, le renouveau de l'intérêt porté à la mer ne s'est pas démenti. Mais les résultats ne sont en rien comparables à ceux de Taiwan depuis vingt ans.

Le renforcement de la flotte sous-marine et les bruits persistants d'une recherche d'acquisition de porte-avions peuvent paraître inquiétants. De fait, l'accession de la Chine à une capacité aéronavale ne manquerait pas de créer une situation militaire nouvelle risquant d'entraîner le Japon, voire la Corée et Taiwan, dans une course aux armements de même nature. Cependant, il est dans la nature des choses qu'un pays représentant le quart de l'humanité puisse se doter de forces militaires à la mesure de son importance et de ses intérêts. Quoi qu'il en soit, la Chine ne paraît pas en mesure d'inquiéter sérieusement ses voisins ni de bouleverser l'équilibre militaire.

2.2. LA CHINE ET L'INSULARITE

La Chine mène depuis des années une politique de réunification portant sur les îles à proximité de ses côtes (Macao, Hong Kong, Quemoy et Matsu, Taïwan) et également, elle cherche à étendre sa zone économique exclusive notamment sur les archipels des Paracel, les Spratly, les Pratas et les Macclesfield.

Le but est de bénéficier d'accès en mer sans passer à proximité de côtes ennemies, de libérer ses détroits, d'unifier le pays et de contrôler la mer de Chine du sud.

2.2.1. Hong Honk

Hong Kong a rejoint le giron continental le 1^{er} juillet 1997. Comme pour Macao, cela représente la volonté (aboutie pour ces deux îles) de reconquérir son littoral. La région administrative spéciale de Hong Kong bénéficie d'une certaine autonomie : Les manifestations à l'occasion du dixième anniversaire des massacres de la place Tienanmen ont pu être organisées à Hong Kong alors qu'elles étaient réprimées en Chine.

Mais Pékin rogne peu à peu ce statut : La cour suprême de la République populaire a cassé une décision de la cour suprême de Hong Kong. Cette mesure remet en question le principe judiciaire de la Région hérité des Britanniques, était totalement indépendant et resterait en place pendant un demi siècle.

2.2.2. Macao

Macao a été occupée plus tôt et plus pacifiquement que Hong Kong. Elle était sous administration portugaise depuis 1557 et a été réintégrée à la Chine le 20 décembre 1999 avec une transition en douceur. Mais des questions sont encore en suspens notamment le stationnement de troupes chinoises.

Les clauses de restitution sont plus avantageuses que pour l'ex-colonie britannique.

Pour d'autres îles ou îlots, Pékin ne parvient pas à rétablir sa souveraineté de façon partielle ou totale.

2.2.3. Quemoy et Matsu

Dans la série de petites îles côtières situées à proximité du continent chinois, mais

contrôlées par Taiwan située à environ 200 kilomètres, Quemoy et Matsu sont les deux principales. Revendiquées par la Chine communiste et par la Chine nationaliste, elles ont, depuis 1949, servi de symbole à l'affrontement entre les deux régimes.

Quemoy, située dans la baie d'Amoy, dont elle contrôle le trafic, n'est qu'à 2 kilomètres du continent. Matsu, située à 250 kilomètres plus au nord, au large du port de Fuzhou dont 10 kilomètres la séparent, est plus petite.

L'intérêt de ces îles vient de ce qu'elles représentent au point de vue stratégique et surtout politique. Lorsque les partisans de Tchiang Kai-chek se réfugièrent dans l'île de Taiwan en 1949, abandonnant le continent, ils gardèrent le contrôle de Quemoy et Matsu et de quelques autres îles. Les troupes communistes prirent pied à Quemoy en octobre 1949, mais furent repoussées. Pékin pouvait penser que la résistance des nationalistes dans ces îles ne durerait guère. Mais, lorsque éclate la guerre de Corée en juin 1950, les États-Unis envoient la VII^e flotte dans le détroit de Taiwan, en vue d'empêcher le gouvernement communiste d'attaquer Taiwan, mais aussi pour dissuader le général Tchiang Kai-chek de prendre sa revanche et de débarquer sur le continent. Toutefois, lorsque les États-Unis semblent restreindre leur présence dans le détroit, la Chine populaire bombarde des îles côtières à compter du 3 septembre 1954. La crise dure jusqu'au milieu de 1955. La Résolution sur Formose votée par le Congrès américain (29 janvier 1955) indique que le président des États-Unis sera libre de prendre les mesures nécessaires pour défendre tout autre territoire au cas où l'attaque serait le prélude d'une agression contre Taiwan. Quemoy et Matsu sont donc des avant-postes des forces nationalistes.

Le changement de politique intervenu depuis le voyage à Pékin du président Nixon en février 1972 incite cependant à poser la question de l'avenir de Quemoy et Matsu. Or, Nixon a reconnu que Taiwan fait partie de la Chine. Que Taiwan devienne une province plus ou moins autonome de la Chine populaire, ou qu'elle soit indépendante, la question des îles côtières se posera. Juridiquement, il semble en effet qu'elles reviennent à la Chine continentale qui les a gardées lorsqu'elle a cédé Taiwan au Japon en 1895. En outre, la Chine populaire a décidé en 1958 d'étendre à 12 miles ses eaux territoriales : Quemoy et Matsu se trouvent de ce fait dans les eaux intérieures chinoises. Une réforme constitutionnelle du 7 novembre 1992 a rendu l'administration de Quemoy et Matsu aux autorités civiles taiwanaises (elles étaient auparavant sous juridiction militaire).

2.2.4. Litiges liés à la possession d'îlots longtemps délaissés

Depuis quelques années, depuis que les États se disputent les marges continentales, des îlots inhabitables, connus seulement de ceux qui naviguaient dans leurs parages, prennent une importance géopolitique considérable. Elle est d'autant plus grande que ces îlots sont situés loin des côtes de l'État qui en revendique la possession car chacun d'eux est un point autour duquel on peut tracer un cercle de 200 milles de rayon sur lequel on pourra affirmer sa souveraineté.

Ces archipels sont entourés d'un vaste plateau continental où doivent sans doute se trouver des gisements pétroliers (prolongement des gisements offshore de Brunei et du Sarawak) et se trouvent sur une des routes maritimes les plus importantes du monde, entre le Japon et le détroit de Malacca. Or la Chine, qui par la possession des Spratly (à 1800 km de ses côtes méridionales) contrôlerait l'essentiel de la mer de l'Asie du Sud-Est, est le champion de la thèse de la "territorialisation" des "zones économiques exclusives", c'est-à-dire l'assimilation de ces dernières aux eaux territoriales où la circulation peut être limitée ou même interdite. C'est pourquoi après l'occupation par la Chine puis par le Vietnam de certaines parties de ces archipels, d'autres États ont, eux aussi, fait occuper des îles pour faire valoir leurs droits: Taiwan et les Philippines dans les Paracels, auxquelles s'ajoutent la Malaisie et Brunei dans les Spratly. (CARTE ANNEXE 4)

Au fil des années, les prétentions chinoises se précisent. Elles portent sur quatre archipels : les Paracel (Xisha) et Spratly (Nansha) mais aussi les Pratas (Dongsha) au large

de Canton et les Macclesfield (Zhongsha) au large des Philippines. L'importance et la situation de ces quatre ensembles sont très diverses.

L'archipel des Pratas, de dimension tout à fait réduite, situé à moins de 200 milles du continent chinois, proche de la ligne des 200 mètres de profondeur, ne peut guère être revendiqué que par la RPC et Taiwan et renvoie au problème de l'unité de la Chine. Actuellement, les Pratas sont contrôlées par Taïwan.

L'archipel des Macclesfield est composé de récifs pour la plupart immergés. Ici, la Chine se heurte à des revendications philippines. L'intérêt de cet archipel est surtout de lier ensemble les zones d'exploitation exclusive des Spratly et des Paracel, ce qui permettrait à Pékin de contrôler ainsi la majeure partie de la mer de Chine du Sud.

C'est dans cette mer que se trouvent les litiges les plus compliqués. Ils portent sur les archipels Paracel et Spratly.

Ces rochers coralliens ont d'abord été revendiqués par la Chine et le Vietnam, l'un et l'autre état pouvant arguer que, durant des siècles, des jonques relevant en principe de son autorité avaient fait relâche dans ces parages. Toutefois, en termes de droits historiques, ceux du Vietnam sont plus fondés, dans la mesure où en 1933 les autorités coloniales françaises ont installé deux stations météorologiques, l'une dans les Paracels, l'autre dans les Spratly, qui ont été administrativement rattachées au Gouvernement général de l'Indochine française, sans qu'à l'époque le gouvernement chinois y fasse objection. Dès le début du nouveau régime, le gouvernement de Pékin avait protesté quand le traité de paix japonais, signé à San Francisco en 1951, avait omis de restituer à la Chine les deux archipels des Spratly et des Paracel situés au large des côtes vietnamiennes. En 1958, lorsque la RPC, en pleine crise de Taïwan, étendit ses eaux territoriales de trois à douze milles, elle prit soin de réaffirmer sa revendication sur les Spratly et les Paracel (comme le faisait d'ailleurs le gouvernement de Taïpei de son côté).

Jusqu'en 1974, c'était le Vietnam du Sud qui occupait les Paracel. A la suite d'une opération navale menée en toute sécurité grâce à la neutralité américaine, la RPC occupa la totalité de l'archipel. Le Vietnam du Nord protesta, mais ne put s'opposer à cette occupation par un "pays - frère". Depuis 1975, le Vietnam réuni n'a cessé de revendiquer ces îles.

C'est devenu l'un des éléments importants du contentieux sino - vietnamien. Le cas des Spratly est plus complexe encore puisque cet archipel est revendiqué en totalité par le Vietnam et les deux Chine, mais aussi, en partie, par les Philippines. Dans les faits, certaines îles sont occupées par Hanoi, d'autres le sont par Taïpei et Manille. Depuis 1988, quelques îlots sont occupés par Pékin. C'est dire que l'imbroglio est total.

Les nations maritimes (Etats – Unis, Royaume - Uni, Russie) affirment leur attachement au droit de libre circulation en haute mer et s'opposent à cet élargissement des eaux territoriales réclamée par la Chine. Cet élargissement des limites territoriales au delà de trois milles entraîne la disparition du couloir de mer libre dans la plupart des détroits ce qui est une entrave considérable à la liberté de circulation.

La limitation des eaux territoriales à douze milles des côtes depuis la convention de Montego Bay (1982) et les problèmes liés à la zone économique exclusive soulèvent de nombreux problèmes entre la Chine et ses voisins : Corée, Japon, Taïwan, Vietnam, Bornéo, Philippines.

L'évolution du droit de la mer explique pour une très large part la multiplication de ces revendications. Toutefois, dans le cas précis de la mer de Chine du Sud, les revendications de la RPC semblent aller assez nettement au-delà des simples mesures conservatoires prises par les Etats voisins.

Il est sûr que de son attitude dépendront la paix et la sécurité de cette partie du monde. Il est sûr aussi qu'avec le développement économique, la Chine sera de plus en plus dépendante de son approvisionnement en pétrole et de son commerce maritime. Elle considère la mer de Chine comme «mare nostrum ». Son attitude dans cette partie du monde sera incontestablement le principal révélateur de sa bonne volonté.

3. LA CONSERVATION DE L'ESPACE OCCIDENTAL

3.1. LE XINJIANG

C'est la province rebelle du Nord Ouest de la Chine à cinq mille kilomètres de Pékin, peuplée en majorité de Musulmans. Un mouvement indépendant y est actif et Amnistie Internationale fait état d'arrestations arbitraires, de recours à la tortures fréquents. La situation est souvent explosive avec le Kazakhstan, lieu de refuge de plusieurs dirigeants indépendants qui dénoncent la colonisation par les Han, l'ethnie majoritaire en Chine.

La multiplication des actes de résistances civiles et de guérilla aurait conduit à une purge des élites autochtones (turcophones et musulmans) : arrestations et exécutions sommaires.

3.2. LE TIBET

La possession du Tibet permet de maîtriser les ressources en eaux, matière première fondamentale du XXI^e siècle ainsi que les vallées bien orientées pour des invasions.

Le Tibet géographique est peuplé de 5 millions de Tibétains, pasteurs ou agriculteurs. Il est divisé en trois provinces : Tibet, Xikang, et Qinghai.

La province du Tibet proprement dite est peuplée de 3,2 millions d'habitants, principalement dans la vallée du Brahmapoutre, répartis sur 1,2 million de kilomètres carrés.

Le sous sol est très riche : pétrole, houille, fer. Mais les conditions climatiques et géographiques rendent son exploitation difficile.

Ce plateau dont l'altitude moyenne est de quatre mille mètres domine la plaine chinoise d'une altitude moyenne de mille mètres. Il permet aux Chinois d'empêcher toute attaque indienne sur la Chine maritime, la Mongolie ou le Sinkiang. Il. Le glacis tibétain et l'Himalaya sont indispensables à la défense chinoise face à l'Inde pourvue elle aussi d'une démographie dynamique. Ils tendent à insulariser le sud de la Chine. Le Tibet est donc un tampon séparant 1,3 milliards de Chinois d'un milliard d'Indiens.

Les litiges territoriaux sont plus importants avec l'Inde qu'avec la Russie : ils portent sur 140 000 kilomètres carrés de contentieux principalement la zone du glacier de Aksaï Chin.

Venue d'Inde, l'influence bouddhiste est très forte. En effet, le Tibet est de culture indienne et non pas chinoise : l'écriture est empruntée au sanskrit. Les Tibétains rejettent les caractères chinois. En 1947, lorsque que l'Inde est devenue indépendante, celle ci avait une forte influence religieuse et culturelle sur le Tibet. La Chine a eu peur que l'Inde ait aussi la domination politique sur la région donc l'a envahie.

Effectivement plusieurs siècles auparavant, lors de l'invasion mongole, la gestion politique et militaire fut détenue par les Mongols, les Tibétains conservant l'autorité spirituelle et l'éducation. C'est ce que les Tibétains voudraient appliquer avec les Chinois. Mais Pékin ne veut rien entendre et mène une active politique de sinisation grâce notamment à l'arrivée d'immigrants chinois pour diluer et étouffer l'influence tibétaine.

4. LUTTES CONTRE L'ENCERCLEMENT

Selon les théories, la Chine appartient soit à l'anneau intérieur à base d'obstacles naturels entre l'heartland russe et les îles et continents extérieurs soit au croissant marginal intérieur. De ce fait, elle est prise entre la Russie et les pays du sud de l'Asie.

Elle se sent donc encerclée par la Russie, la Mongolie, l'Inde, le Tadjikistan, le Kazakhstan, le Kirghizstan, le Vietnam, le Japon, la Corée du sud et Taïwan, alliés des Russes ou des Américains et même par la Corée du nord.

La Chine mène donc une politique de contre encerclement uniquement à l'aide du Pakistan et du Bangladesh.

4.1. PRUDENCE FACE A L'INDE

A la suite de la visite du Premier ministre indien à son homologue chinois en décembre 1988 - la première depuis celle de Nehru en 1954 - l'Inde et la Chine ont semblé tenter d'avancer sur la voie d'un rapprochement. Des liens étroits avaient été tissés lors de la conférence de Bandoung en 1955, au cours de laquelle l'Inde et la Chine avaient présenté conjointement les cinq principes de la coexistence pacifique devant régir les relations entre états : respect mutuel de la souveraineté et de l'intégrité territoriales, non-agression mutuelle, non-ingérence dans les affaires intérieures respectives, égalité et profit mutuel.

Mais la stratégie de l'Inde, visant à ancrer la Chine au sein du mouvement des pays non alignés, tout en militant pour son accession à l'ONU, avait été mise à mal lors du conflit frontalier de 1962. La déroute de l'armée indienne devant l'attaque chinoise sur la frontière himalayenne entre les deux pays, avait eu de profondes répercussions sur l'Inde et le mouvement des non-alignés. Pékin n'a jamais reconnu la frontière entre le Tibet et l'Inde tracée sur carte en 1914 par les Anglais et adoptée par l'Inde indépendante en 1947.

Les fondements de la coexistence pacifique sont remis à l'ordre du jour après les violations flagrantes de ces principes par les deux pays. En décembre 1986, lorsque le gouvernement de Pékin a dénoncé l'accession unilatérale au statut d'État de l'Union indienne de l'Arunachal-Pradesh, aux confins de l'Inde, de la Birmanie et du Tibet, territoire revendiqué aux deux tiers depuis trente ans par Pékin, en violation de l'intégrité et de la souveraineté territoriales chinoises, cette réaction a immédiatement été taxée ingérence inacceptable dans les affaires intérieures indiennes.

En fait, l'Inde, avec l'élargissement de la route du Karakoram qui relie la Chine à son allié pakistanais (adversaire constant de l'Inde depuis sa création en 1947) craint manifestement une tentative d'encerclement et s'inquiète ouvertement des avancées diplomatiques de la Chine vers le Bangladesh, le Népal et Sri-Lanka sur lesquels la prééminence indienne semblait acceptée par Pékin.

Par ailleurs, l'étroitesse des relations entre l'Inde et la Russie (soutien de l'Inde au régime cambodgien et neutralité face à la situation en Afghanistan) inquiète la Chine car elle consolide les désaccords politiques et le contentieux sino - indien. Un rapprochement sino - russe changerait assurément les données du problème.

En ce qui concerne les relations économique et commerciales, un grand potentiel de coopération entre les deux pays en développement existe.

Selon Deng Xiaoping, le siècle prochain sera celui de l'Asie Pacifique. Cette affirmation ne pourra se réaliser que si l'Inde et la Chine renforcent leurs économies respectives. Les enjeux de développement régional seront plus forts que les querelles frontalières du passé, mais rien ne laisse présager un règlement rapide du conflit sino-indien.

4.2. LES ECHECS DE LA CHINE EN INDOCHINE

L'Indochine (Vietnam, Laos, Cambodge) constitue pour la Chine un ensemble géographique de première importance. En effet, ces trois pays totalisent approximativement 80 millions d'habitants, dont près de 70 millions de Vietnamiens qui appartiennent culturellement au monde sinisé. Ils comptent une importante communauté chinoise qui, avant 1975-1978, se chiffrait à deux millions d'individus et surtout, ils commandent la sécurité du flanc sud de la Chine. En effet, la Chine ne veut pas qu'une puissance domine l'Indochine que ce soient les Français, les Américains ou les Vietnamiens.

Lorsque la République populaire (RPC) a été proclamée, en 1949, l'Indochine était déjà plongée dans son premier conflit (1946-1954). Sans intervenir directement dans celui-ci comme elle le fit, à la même date, en Corée, la Chine n'en aida pas moins puissamment le

Viêt-minh contre la France, tant sur le plan politique (elle reconnut la République démocratique du Vietnam dès 1950), que sur le plan logistique.

Le règlement du premier conflit d'Indochine obtenu à la conférence de Genève, en juillet 1954, avait donné pleinement satisfaction à la Chine. Le péril d'une intervention américaine semblait écarté; l'influence résiduelle de la France n'était pas gênant; la division du Vietnam en deux Etats : Nord - Vietnam et Sud - Vietnam qui s'équilibraient, les indépendances réaffirmées du Laos et du Cambodge créaient dans la péninsule un équilibre qui la RPC considérait comme une source de paix.

Le rebondissement de la crise, cette fois au Laos, en 1960, l'inquiéta vivement. Le Vietnam étend son emprise sur le Laos grâce au Pathet Lao. Celui-ci s'empare du pouvoir en 1975 et expulse les Chinois occasionnant une rupture diplomatique chinoise.

Mais une seconde conférence de Genève, en 1961-1962, parut ramener la paix en neutralisant complètement le royaume. Une fois encore, ce fut à la satisfaction de la Chine.

En revanche, quand les Etats-Unis commencèrent à intervenir massivement dans le conflit, en 1964, les craintes et surtout l'embarras chinois furent à leur comble. Les militaires modérés préconisaient l'intervention pour aider le Vietnam du Nord, socialiste, qui servait d'état - tampon; les radicaux, à l'inverse, derrière le maréchal Lin Biao, se refusaient à toute intervention, probablement soucieux d'utiliser l'armée à d'autres fins, intérieures celles-ci. Finalement, la Chine s'en tint à une aide militaire et économique réduite qui obligea progressivement le gouvernement de Hanoi à chercher à Moscou les fournitures dont il avait besoin. C'est une des explications de l'alignement du Vietnam du Nord sur l'URSS, qui fut interprété par la Chine comme un encerclement par l'hégémonisme soviétique. Lorsque, en 1968, Hanoi décida finalement d'ouvrir des négociations avec Washington contre l'avis de Pékin, la RPC se trouva encore plus isolée, ne jouant un rôle déterminant ni dans l'effort de guerre vietnamien, ni dans la recherche d'une solution négociée.

Le coup d'État cambodgien, en mars 1970, qui amena le prince Sihanouk à se réfugier à Pékin, permit à nouveau à la Chine de jouer un rôle plus actif dans la crise indochinoise. Un gouvernement royal d'union nationale du Kampuchea fut immédiatement constitué dans la capitale chinoise, entre éléments sihanoukistes et "Khmers rouges" (communistes); une "conférence de solidarité des peuples d'Indochine" fut organisée dès avril à Canton. Il fallait donc compter avec la Chine en Indochine.

L'accord de cessez-le-feu conclu à Paris en janvier 1973, entre Américains et Nord-vietnamiens, donnait également satisfaction à Pékin dans la mesure où il écartait définitivement la menace américaine et où il préservait l'équilibre entre les deux Vietnam.

Dès 1974, la Chine comprit que le Vietnam s'orientait vers une réunification rapide du pays par la voie militaire. Ainsi se profilait un Etat vietnamien réunifié puissant qui, à terme, imposerait inévitablement son influence sur le Laos et le Cambodge : schéma radicalement opposé à ce qu'était la politique chinoise traditionnelle dans la péninsule.

Dès lors, les pressions de la Chine sur le Vietnam du Nord se multiplièrent : occupation de certaines îles contestées dans la mer de Chine du Sud, encouragements donnés aux éléments Khmers rouges anti-vietnamiens, arrêt de l'aide militaire, etc. Rien de tout cela ne détourna pourtant le Vietnam de son objectif : en avril 1975, les troupes nord-vietnamiennes entraient au Sud et réunifiaient le pays. En décembre, le royaume du Laos faisait place à une République populaire et démocratique pro-vietnamienne. Dans ce basculement général de l'Indochine, le seul fait "positif" pour Pékin était la victoire des Khmers rouges à Phnom-Penh, en mai 1975. Désormais, les éléments d'un troisième conflit d'Indochine étaient en place.

La RPC, à partir de 1975, allait enregistrer en Indochine, échec sur échec : génocide perpétré au Cambodge par les Khmers rouges qu'elle avait soutenus (et continué à soutenir), expulsion des descendants d'émigrés chinois du Vietnam, entrée de ce dernier dans le Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM ou COMECON), et surtout conclusion d'un traité d'amitié soviéto-vietnamien (octobre 1978). Fortes des garanties que leur apportait ce pacte, les troupes vietnamiennes entraient au Cambodge en décembre 1978 et y renversaient le régime prochinois des Khmers rouges.

La Chine répliqua par une vaste opération militaire en février - mars 1979. Destinée à "donner une leçon" au Vietnam et à contraindre ce dernier à se retirer du Cambodge, l'opération n'atteignit aucun de ses objectifs. Bien au contraire, elle coûta assez cher à la Chine (50000 morts, blessés et disparus, plus une crise politique intérieure). Désormais, les rapports sino - vietnamiens étaient bloqués pour des années.

Ses cinquante ans de politique chinoise en Indochine ont été une suite presque ininterrompue d'échecs. Alors qu'en 1954, le Vietnam du Nord était un état très étroitement lié à la Chine, aujourd'hui, celle-ci a perdu en Indochine sa dernière carte : la résistance khmère rouge. Quel que soit le point de vue duquel on se place, celui de la puissance régionale asiatique ou celui de l'Etat socialiste, c'est là un piètre résultat, sans commune mesure avec celui qu'a obtenu Moscou dans la même région.

4.3. LA COREE DU NORD

Les différends qui opposent Pékin et Pyongyang sont nombreux. Avec ses 800 000 soldats tués ou blessés au cours de la guerre de Corée en 1950, la République populaire de Chine a longtemps entretenu des relations privilégiées avec la République populaire démocratique de Corée (RPDC). Pyongyang, cependant a toujours cherché à conserver un certain équilibre entre ses deux grands voisins. Ainsi, en 1961, en plein conflit sino - soviétique, la Corée du Nord signait simultanément avec Pékin et Moscou un traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle. Comme dans les années cinquante, la Chine reste le second partenaire commercial de la Corée du Nord, derrière la Russie, lui fournissant à des tarifs préférentiels des matières premières telles que le naphte ou le pétrole. Mais cette aide commerciale ne peut masquer le fait que, depuis le début des années quatre - vingt, Pékin a opéré un rapprochement avec la Corée du Sud, multipliant les contacts et les relations non officielles avec Séoul.

Si, dans les années soixante, il a pu apparaître une certaine identité de vue entre l'idéologie maoïste et le principe du Juche Sasang (compter sur ses propres forces) de Kim Il Sung, depuis la mort de Mao Zedong et le lancement d'une politique de réformes économiques en RPC, le Parti communiste chinois ne possédait plus qu'une influence très faible sur les orientations du Parti du travail coréen. Les dirigeants chinois n'étaient guère favorables au culte de la personnalité exacerbé qui règne en Corée du Nord, ni à l'instauration d'une "dynastie des Kim" avec Kim Jong Il, fils et successeur de Kim Il Sung. La Chine oscille entre sa volonté de réduire les tensions dans la péninsule coréenne et celle de ne pas rejeter la Corée du Nord dans les bras de Moscou.

La tendance actuelle est néanmoins au réchauffement depuis le bombardement de l'ambassade de Chine à Belgrade. Pékin pense que le prochain pays bombardé par les Etats-Unis, pourrait être la Corée du Nord. Cela a incité les deux pays à se rapprocher. La Corée du nord a déclaré prendre comme modèle le développement chinois alors que de son côté, Pékin livrait charbon et blé à son voisin.

En ce qui concerne la réunification des deux Corée, la Chine opte pour le statu quo estimant qu'elle ne se ferait que par l'absorption du nord par le sud, créant ainsi un grand état unifié, capitaliste, alliée des Américains. Alors que la Chine considère que son modèle économique et politique est le meilleur.

4.4. LA COREE DU SUD

Avec la Corée du Sud, la Chine ne connaît aucun problème d'ordre psychologique, mais une barrière idéologique demeure bien que les deux peuples ressentent l'un pour l'autre un réel sentiment amical. L'absence de tout échange de personnes et de marchandises pendant cinquante ans fait que la reprise des échanges commerciaux intervenue dans les années quatre-vingt s'effectuait de façon indirecte, par l'intermédiaire de Hong Kong et du Japon jusqu'en 1992, année de reprise des relations diplomatiques. Depuis 1998, une coopération politique et portant sur la sécurité s'est développée par le « partenariat coopératif

pour le XXI^e siècle ».

Economiquement, le volume des échanges est l'équivalent des échanges sino-soviétiques. Tous les grands groupes sud-coréens sont engagés dans les affaires avec la Chine. Pékin cherche à tirer plusieurs avantages du développement de ses relations économiques avec la Corée du Sud l'accès à la haute technologie et aux produits de qualité à prix modéré lui permet de réduire sa dépendance à l'égard du Japon et des États-Unis; la perspective des investissements sud-coréens en Chine a pour effet d'inciter les Taiwanais à investir sur le continent.

4.5. NORMALISATION AVEC LA MONGOLIE

La signature à Pékin, le 28 novembre 1988, d'un traité sur la solution des problèmes frontaliers entre la République populaire de Chine (RPC) et la République populaire de Mongolie (RPM) a marqué le point fort du rapprochement qui s'est amorcé entre les deux pays, dans le sillage de l'amélioration des relations entre Pékin et Moscou.

Partie intégrante de l'Empire chinois jusqu'en 1911, la Mongolie extérieure n'a pu conquérir son indépendance, en 1924, que grâce au soutien de l'Armée rouge. Il fallut attendre 1946 pour que le gouvernement nationaliste de Nankin, sous la pression conjuguée de Roosevelt et de Staline, reconnaisse la République populaire de Mongolie. Après la fondation de la RPC, en 1949, les relations sino-mongoles ont suivi les fluctuations de l'amitié sino - soviétique. Elles seront au plus bas en 1969 lorsque les Mongols, à la suite de violents incidents sur l'Oussouri entre l'armée rouge et l'armée populaire de libération, acceptèrent le stationnement de plusieurs dizaines de divisions soviétiques sur leur territoire. Cependant, les échanges de délégations entre la RPC et la RPM se sont multipliés, les relations économiques se sont développées. Le commerce frontalier a triplé entre 1985 et 1995. La visite de Gombosouren en RPC en 1989, première visite de ce type depuis plus de trente ans a permis d'entériner la normalisation des relations d'Etat à Etat entre les deux pays.

4.6.MEFIANCE ET RIVALITE AVEC LE JAPON

L'histoire pèse lourdement sur les relations entre la Chine et le Japon. Une méfiance tenace, léguée par la guerre sino-japonaise (1931-1945), et la rivalité régionale constituent l'arrière-fond des rapports entre les deux grands de l'Asie. La normalisation des relations diplomatiques, en septembre 1972, et la conclusion du traité de paix et d'amitié, en août 1978, n'ont pas fondamentalement changé cette situation. Les Chinois sont exaspérés par le fait que certains dirigeants japonais d'aujourd'hui cultivent sciemment les valeurs impériales d'avant-guerre.

Néanmoins, le Japon a déclaré qu'un des axes de sa politique extérieure est le maintien et le développement de l'amitié avec la Chine. Il s'agit donc d'une reconnaissance réciproque, d'une recherche d'entente sur fond de rivalité pour l'hégémonie régionale.

Dans le domaine économique, ils se plaignent de l'extrême réticence japonaise à effectuer des investissements directs et des transferts de technologie en Chine. Pour leur part, les Japonais reprochent aux Chinois de manipuler le contentieux selon leurs intérêts du moment et les rapports de forces au sein de l'équipe dirigeante. En outre, ils expliquent leur manque d'enthousiasme en matière d'investissements directs par les pesanteurs de la bureaucratie et l'insuffisance d'infrastructures en Chine.

Les relations économiques ont été dans les années quatre-vingt et quatre vingt dix, un des sujets les plus épineux du contentieux sino - japonais. Devenus officiels en 1972, les échanges commerciaux entre les deux pays se sont développés rapidement, Si bien que le Japon est devenu le premier partenaire de la Chine. De 1975 à 1984, ces échanges ont été relativement équilibrés.

En 1985, l'ouverture chinoise a entraîné une explosion de ses achats de biens japonais de consommation durables, et le déficit chinois est passé à 6 milliards de dollars. En 1987, la Chine a réduit à 900 millions de dollars son déficit. C'était la première fois qu'un

important partenaire commercial du Japon réussissait à renverser la tendance par une politique de restriction délibérée de ses achats.

Le Japon a compris le message. Lors de sa visite en Chine, en août 1988, le premier ministre Takeshita a accordé un programme de prêts pour la période 1990-1995 d'un montant de 800 milliards de yens. Un accord a été signé à cette occasion sur la protection des investissements directs japonais en Chine. La Chine consent aux Japonais un "traitement national" en concédant aux entreprises nippones qui s'implantent en Chine le même statut que celui de leurs homologues chinoises.

L'amélioration de la structure d'accueil, le bas coût de la main d'oeuvre chinoise ne suffiront pas forcément à faciliter le transfert de technologie qui est l'intérêt central des Chinois.

4.7. CHINE ET RUSSIE : UNE CONJONCTION D'INTERETS ET D'ATTENTES

C'est la Chine qui, dans ses tumultueux échanges avec la Russie allant de l'étroite amitié au conflit armé, a eu, pour l'essentiel, l'initiative, suivant deux principes fondamentaux de sa diplomatie. Le premier est l'affirmation de son indépendance; le second est la recherche de liens privilégiés avec celle des grandes puissances qui lui paraît la plus faible à un moment déterminé et, de ce fait, la menace le moins.

En 1950, la République populaire sort exsangue de la guerre civile dans un monde dominé par la puissance américaine. Mao Zedong a toutes les raisons de se méfier de Staline qui a joué un jeu ambigu avec les communistes chinois et il semble acquis qu'autour de lui, certains (Zhou Enlai) n'excluraient pas un rapprochement avec les Etats - Unis. C'est pourtant vers Moscou que se tourne le Grand Timonier qui signe avec Moscou, en février 1950 un traité "d'amitié, d'alliance et d'assistance mutuelle". Mais, Staline considère la Chine comme une partie de l'empire qu'il entend régenter, vision diamétralement opposée à celle de Mao. Il faudra attendre 1985 pour que l'URSS affirme de façon crédible son abandon des visées staliniennes.

La Chine suit son propre chemin. Elle critique la politique de Nikita Khrouchtchev, qui ne croit plus la guerre inévitable entre les camps socialiste et capitaliste. C'est d'ailleurs dans ce contexte que Moscou décide unilatéralement de cesser toute aide à Pékin en matière nucléaire (1957). La Chine se dotera seule de l'arme atomique.

Dans cette atmosphère exacerbée, les affrontements armés avec le voisin soviétique sont néanmoins limités et brefs. On se bat - sauvagement, mais à effectifs réduits - au printemps 1969 sur l'Oussouri et l'été suivant au fond du Xinjiang. Mais dès septembre, Alexei Kossyguine et Zhou Enlai se rencontrent à l'aéroport de Pékin. La guerre n'aura pas lieu et un fragile mécanisme de contacts est même mis en place pour éviter que la tension ne s'aggrave.

Alors que l'URSS alterne propositions de paix et menaces (Leonid Brejnev semble bien avoir envisagé une attaque nucléaire préventive) la Chine des gardes rouges commence à sortir de son isolement et se trouve en position d'entrer dans un jeu triangulaire où intervient désormais Washington. Les États-Unis tentent de se dégager du borbier vietnamien. Face à l'"expansionnisme" de Brejnev, Pékin se tourne tout naturellement vers un Richard Nixon qui bat en retraite. En juillet 1971, Henry Kissinger se rend secrètement à Pékin. La Chine renoue les contacts avec le monde occidental, et pas seulement avec les Etats-Unis, mais refuse toute idée de rapprochement avec Moscou. La mort de Mao Zedong en 1976 ne change rien à cette attitude et l'on descend même encore d'un degré dans les relations sino-soviétiques avec l'entrée des troupes chinoises au Vietnam en février 1979.

L'invasion de l'Afghanistan par l'URSS (décembre 1979) repousse jusqu'à l'arrivée au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev, en 1985, la manifestation d'un nouveau dynamisme dans les relations sino-soviétiques. Les décisions concrètes prises par le nouveau secrétaire général du PC soviétique, de l'Afghanistan au Cambodge en passant par la réduction des forces aux frontières, vident de son contenu le contentieux entre les deux pays.

La Chine constitue un élément essentiel de la nouvelle politique de Moscou. L'arrivée au pouvoir de Boris Eltsine a autorisé un rapprochement. Pour la RPC, une Russie démocratique affaiblie et divisée présente en effet moins de danger qu'une puissance soviétique dont le succès des réformes politiques aurait pu se révéler dangereux pour le pouvoir en place à Pékin.

Mal intégrés dans un système mondial en pleine transformation, Moscou et Pékin sont tentés de réaffirmer leur puissance face à un monopole américain rejeté par les deux parties. Pékin surtout, craignant l'isolement et conscient des réactions d'inquiétude provoquées par ses ambitions en Asie, souhaite retrouver auprès de la Russie une carte à jouer dont la valeur de nuisance contre les États-Unis n'est pas négligeable. Moscou reste en effet une puissance nucléaire importante et dispose du droit de veto au Conseil de sécurité de l'Onu. La RPC et la Russie se trouvent ainsi unies dans une sorte de déception partagée face à un monde occidental accusé d'indifférence par Moscou et d'arrogance par Pékin. Au niveau régional, Moscou et Pékin soucieux d'éviter tout risque de dérapage, ont par ailleurs des intérêts communs au maintien de la stabilité en Asie centrale. Les intérêts de Moscou dans la région, renforcés par le stationnement de troupes et la présence de plus de 10 millions de Russes, sont encore considérables en dépit de l'indépendance des républiques d'Asie centrale. Comme Pékin, Moscou et les gouvernements locaux souhaitent contenir la montée en puissance de mouvements religieux ou ethniques.

Pékin est particulièrement inquiet des risques qu'une agitation séparatiste pourrait faire courir à sa domination au Xinjiang. La Russie se trouve de son côté confrontée à des activités séparatistes qui la rendent particulièrement prudente. Enfin, les dirigeants locaux ne souhaitent pas aujourd'hui la remise en cause des frontières dans une région historiquement fragile.

Économiquement, la collaboration russo-chinoise a permis à Moscou de trouver en Chine un débouché lucratif et bienvenu aux ventes d'armes qui sont l'une des rares marchandises dont la Russie dispose. Pékin a pleinement exploité les possibilités d'acquisition offertes par la Russie pour améliorer les capacités de ses forces militaires, particulièrement capacité de projection. Les ventes d'armes de la Russie à la constituent ainsi plus de 40 % des échanges d'État à État deux pays.

Depuis le rétablissement des échanges commerciaux entre la RPC et l'URSS en 1982, leur progression a été impressionnante. Grâce à ses fournitures d'armes, la Russie a pu rester largement bénéficiaire depuis 1992. Elle vend également à la Chine les équipements nécessaires à la modernisation des anciennes usines construites par les Soviétiques dans les années 60. La Chine est ainsi aujourd'hui le premier partenaire commercial de la Russie, même si l'inverse est loin d'être vrai. En Sibérie, la complémentarité qui permet le recours au troc et évite de coûteuses sorties de devises est en effet évidente entre l'Extrême-Orient russe, qui souffre de pénuries graves comblées par les produits alimentaires et les biens de consommation chinois, et une Chine dont les besoins sont accrus par le développement économique.

Pourtant, les facteurs de rupture entre les deux puissances sont loin d'avoir totalement disparu. Entre l'ex-empire soviétique, qui ne peut que difficilement accepter de se voir réduit au rang de puissance secondaire, et une Chine soucieuse de retrouver la gloire de l'ancien Empire chinois, les motifs de suspicion, fondés sur les menaces de déséquilibres futurs, mais également sur un lourd passé de rancœur, sont nombreux.

Les divergences se font particulièrement sensibles dans la partie extrême-orientale de la Russie, dans cette zone de frontières floues, progressivement assimilée à partir du XVII^e siècle avant que l'Empire russe ne réussisse à imposer en 1897, à un Empire chinois affaibli,

des "traités inégaux" aujourd'hui seulement remis en question. A la marche vers l'est des Russes a succédé leur reflux d'Asie centrale, mais également de Sibérie orientale, qu'ils ont été plus d'un million à quitter ces dernières années, semblant ainsi vouloir abandonner des régions conquises, mais jamais réellement occupées. La presse russe aime ainsi à rapprocher la population de la Sibérie orientale, 8 millions d'habitants, des 120 millions qui occupent le Nord-Est chinois.

Boris Eltsine, en signe de bonne volonté avant son voyage à Pékin, a proposé au mois de mars 1996 que les troupes de chaque côté de la frontière soient éloignées de 100 kilomètres. Les autorités locales s'inquiètent de voir les défenses russes abandonner une zone où se trouvent les principaux centres urbains et industriels de l'Extrême-Orient, alors que l'importance stratégique de cette région du côté chinois est bien moindre.

Si Moscou, déçue par les perspectives de collaboration avec l'Occident, inquiet de voir les États-Unis s'imposer comme seule superpuissance mondiale, attiré par les perspectives de développement commercial offertes par les considérables besoins de Pékin en armements, a choisi de privilégier un rapprochement spectaculaire avec la RPC, le ministre russe des Affaires étrangères a toutefois pris soin de souligner qu'il ne s'agissait pas d'une alliance. Le vide de puissance, dont la Chine semble pouvoir bénéficier, qui s'est instauré avec le retrait progressif de la puissance soviétique, puis russe, de la zone Asie - Pacifique depuis le milieu des années 80, fait resurgir d'anciennes craintes étayées par les moyens nouveaux dont dispose la Chine.

L'ensemble des pays de la région partage en effet les inquiétudes qui se font jour progressivement en Russie quant aux ambitions futures de la Chine et cette évolution parallèle pourrait permettre un rééquilibrage de la politique asiatique de la Russie en direction du Japon. Tout rapprochement entre Moscou et Tokyo est toutefois fortement freiné par les incertitudes qui pèsent sur les décisions de politique étrangère en Russie et la difficile résolution de la question des îles Kouriles.

4.8. CHINE ET TAIWAN : LA DETENTE MAIS PAS LA REUNIFICATION

Taiwan reste une épine dans la reconquête chinoise. La formule « un état, deux systèmes » ne s'applique toujours pas à l'île rebelle.

Ces deux états perpétuent la guerre civile qui a opposé le parti communiste au Kuomintang, 20 ans avant la division de la Chine. La politique d'apaisement avec Washington a permis l'installation de la détente des deux côtés des rives du détroit de Formose. Depuis 1987, les échanges économiques et humains sont possibles et depuis 1991, un dialogue officieux entre les deux pays s'est installé. Néanmoins, les désaccords entre les deux pays, sont insurmontables. La RPC estime exercer sa souveraineté sur l'ensemble du territoire chinois et donc prétend avoir un droit de regard sur toutes les affaires taiwanaises et de pouvoir ramener l'île dans le giron continental même par la force militaire. C'est pourquoi les relations d'Etat à Etat sont impossibles.

La Chine a un sentiment d'encerclement très marqué. Mais la fin du bipolarisme, la faiblesse actuelle de la Russie et l'intensification des relations économiques avec la majeure partie de ses voisins diminuent les tensions. Les conditions favorables à son rayonnement mondial n'ont pas été aussi satisfaisantes depuis de longues années. D'autant plus que, après quelques décennies d'isolement, la Chine compte sur une politique plus élargie à l'ensemble de la planète pour rompre cet encerclement.

TROISIEME PARTIE

CONTOURNEMENT DE L'ENCERCLEMENT PAR UNE RECHERCHE D'ALLIES AU NIVEAU MONDIAL

Se sentant encerclée par la majorité de ses proches voisins, la Chine, après quelques années de silence sur la scène internationale, cherche à étendre son influence mondiale. Pour cela, elle bénéficie de relais d'influence important grâce à sa diaspora. Le commerce de biens de consommation, le poids de sa culture lui permettent de peser à nouveau sur la scène mondiale.

Sur le plan diplomatique, elle a décidé de se servir des institutions internationales, à entretenir des relations privilégiées avec l'Union Européenne, du Moyen – Orient ou des pays du Pacifique sud pour chercher des relais d'influence, des amitiés. Elle tente aussi de se servir des Etats-Unis contre la Russie.

Elle compense également son infériorité technologique grâce à ses services secrets notamment dans le but de développer son arsenal nucléaire pour faire contrepoids à celui détenu par les Russes, les Américains et même les Indiens.

1. LES RELAIS D'INFLUENCE

1.1. LA DIASPORA

Dès le III^e siècle, des Chinois s'infiltraient dans le nord de l'Indochine et certains atteignaient déjà les régions plus au sud. En 1392, une expédition maritime contre Java permettait à une nouvelle colonie de s'installer dans l'île. Au début du XV^e siècle, des expéditions commerciales dans les mers du sud permirent l'instauration de relations plus étroites avec les communautés de marchands disséminées dans les grands centres de l'Indonésie (côte nord de Java, Malacca, Palembang). L'installation des Européens au siècle suivant (Portugais à Malacca et aux Moluques, Espagnols aux Philippines) attira aussi les marchands Han. Au milieu du XVII^e siècle, le courant d'émigration fut encore renforcé en raison des troubles qui sévirent en Chine du Sud à la suite du renversement de la dynastie Ming par les Mandchous.

La plupart de ces colonies vivaient du commerce. Les colons avaient tendance à s'assimiler aux populations qu'ils côtoyaient par mariage avec les femmes indigènes. Beaucoup se convertissaient à la religion du lieu : on put même parler de Chinois musulmans dès le XV^e siècle à Java. Au Siam, la fusion fut telle que plusieurs rois comptaient des Chinois parmi leurs ancêtres.

Au XIX^e siècle, les conditions de l'émigration changèrent considérablement. D'une part, le surpeuplement des provinces méridionales (Fujian, Guangdong) rendaient disponible une main-d'œuvre peu qualifiée; d'autre part, le développement des cultures de plantations, des grands travaux et l'exploitation des mines, non seulement en Asie du Sud-Est, mais aussi dans certaines autres régions d'Amérique et d'Afrique, privées de l'esclavage noir en voie de suppression, allaient provoquer l'émigration des fameux coolies. Les nouvelles communautés, qui comprenaient un nombre toujours croissant de femmes chinoises, perdirent leur tendance à l'assimilation et se regroupèrent pour former des minorités qui furent bientôt ressenties comme des corps étrangers. Pour marquer leur identité, ces minorités construisirent un grand nombre de temples (en Asie du Sud-Est en particulier) et introduisirent les cultes taoïstes et bouddhistes. Le mouvement nationaliste se développant en Chine, les sociétés secrètes, puis les agents de Sun Yat-sen s'efforcèrent de ranimer une conscience nationale, et les Chinois d'outre-mer soutinrent de leurs deniers les républicains qui renversèrent l'Empire en 1911. Souvent favorisées par les puissances coloniales européennes qui appréciaient leur ténacité et leur efficacité, ces communautés chinoises furent vivement concernées par le conflit sino-japonais. Elles furent en général fières de la

place que la Chine continentale sut retrouver après la guerre. En 1992, on comptait 27 millions de Chinois d'outre-mer dans le monde, dont 90 % vivaient en Asie. Les investissements des Chinois d'outre-mer dans le sud de la Chine populaire contribuent à la croissance économique de cette dernière. Enfin, l'Australie et le Canada constituent des terres d'accueil pour les Chinois qui fuient Hong Kong avant son rattachement à la république populaire de Chine.

La civilisation chinoise s'est développée associée à une expansion politique, démographique et culturelle. Ce monde sinisé est celui des baguettes à table, de l'écriture en caractères, du bouddhisme, de la morale confucianiste et de la forte prégnance des rites sociaux. Ce monde comprend la Chine et les pays d'acculturation chinoise ainsi que leur diaspora sur tout le reste du globe.

Le monde sinisé, pèsera demain le poids du quart de la production du globe, largement plus que l'Amérique du nord. Il procure à la Chine, à peu près partout dans le monde, l'extraordinaire avantage de disposer d'une interface avec ses partenaires, qui n'appartient qu'à elle.

1.2. LES RELATIONS COMMERCIALES

Les relations commerciales de la Chine avec l'étranger se fondent sur une longue et double tradition : une tradition commerciale ancienne qui, par la Route de la soie, a conduit les Chinois à commercer, dès l'Antiquité, avec des pays lointains; et une tradition de contrôle du commerce extérieur par l'Etat, donc de centralisme. Il faut ajouter à ces deux éléments le souvenir, toujours présent à l'esprit des Chinois, de l'impérialisme des puissances occidentales pendant la première moitié du XX^e siècle.

Trente ans de fermeture quasi totale pendant l'ère maoïste (1949-1978), auxquels a succédé " l'ouverture " en 1979, ont semé une certaine confusion. En effet, la pratique du commerce extérieur ne s'improvise pas, et la Chine s'est trouvée projetée au début des années quatre-vingt sur un marché international dont elle ne connaissait pas encore les règles, mais avec une forte volonté de réussir. En réalité, la Chine y est entrée moins dans l'intention d'y prendre une place immédiate, qu'avec la préoccupation de financer son propre développement. Ses dirigeants soucieux de modernisation ont adopté un certain nombre de mesures, dont la plus importante a été la création de zones économiques spéciales (ZES), où devraient être développées à une échelle maîtrisable les différentes réformes et évolutions permettant de conduire l'ensemble du pays, par diffusion progressive, vers un essor économique rapide. Les laboratoires que constituent ces zones offrent l'avantage d'un terrain d'observation où les méthodes adoptées peuvent être maintenues ou abandonnées sans grandes conséquences pour l'ensemble du pays. Ils présentent en revanche l'inconvénient de freiner la mise en place d'une stratégie globale.

Outre l'expérience acquise au contact de partenaires étrangers dans ces zones, expérience dont la Chine avait grand besoin en raison du manque de formation de ses cadres, les ressources ainsi créées ont pour but le financement à terme du développement économique de l'ensemble du pays. La forme de coopération proposée le plus couramment est la société mixte (joint - venture), cadre dans lequel les avantages cités précédemment peuvent être les mieux développés : apport de technologies et de financement étrangers, exportation dans ce cadre également des produits de la société mixte, les partenaires chinois bénéficiant, pour leur part, d'une formation complète, et n'ayant à apporter que le terrain, la main d'oeuvre et des avantages fiscaux importants. Une réglementation appropriée a été progressivement mise en place pour donner un cadre juridique à ces initiatives.

Après une période marquée par la signature de grands contrats, la politique commerciale a évolué à partir de 1986 et certaines options ont été reconsidérées mais le principe de l'ouverture n'a pas été remis en cause. Toutefois, des effets de surchauffe de l'économie se font sentir (augmentation trop rapide de la production industrielle, inflation).

Pour les entreprises étrangères, il est nécessaire de comprendre que l'accès au

marché chinois demande patience et persévérance. Sauf pour quelques rares produits prioritaires dont les Chinois ont besoin pour leur consommation intérieure, et qu'ils ne peuvent se procurer qu'en les important, la grande majorité des firmes se voient proposer des formes de coopération, avec une perspective très faible de rentabilité à court ou moyen terme. La plupart tentent l'aventure pour la référence que cela représente, et aussi pour se trouver présents et connus des Chinois dans un avenir qui pourrait être prometteur.

1.3. LA CULTURE

La Chine présente tous les caractères d'un pays ouvert aux échanges culturels internationaux. Pékin participe désormais activement aux grands colloques internationaux dans les principales disciplines scientifiques, y compris en sciences humaines. En bref, la Chine semble avoir recouvré les attributs d'un acteur culturel international et effacé le triste souvenir des années maoïstes, durant lesquelles le pouvoir avait réduit au silence les intellectuels de ce pays.

Mais cette ouverture demeure à bien des égards fragiles, car la Chine et ses dirigeants héritent d'une tradition culturelle qui demeure réservée à l'égard du monde non chinois.

La Chine n'a su dans le passé, et semble ne pouvoir encore concevoir ses rapports culturels avec l'extérieur qu'en termes de "sinisation", d'absorption dans le creuset Han, des influences relevant d'autres civilisations. Il n'y eut pas d'échange avant le milieu du XIX^e siècle. La prise de conscience brutale par l'intelligentsia lettrée mandarinale que l'autonomie de son système de valeurs culturelles avait paralysé le développement du pays en le coupant des mouvements d'idées qui, ailleurs, avaient précipité la révolution industrielle et commerciale, ne s'est effectuée qu'à l'aube du XX^e siècle.

Le fondement même de sa culture étant ébranlé par les certitudes technologiques occidentales, c'est l'ensemble de la société chinoise qui dut, quasiment du jour au lendemain, apprendre qu'il existait en dehors d'elle - même des civilisations encore plus dynamiques et créatives.

Cette révélation a été cependant trop douloureuse pour une large fraction de l'élite chinoise. Pour Mao Zedong et les communistes chinois, la dignité de la Chine exigeait un nouvel isolement des influences "perverses" du monde occidental. Ce comportement a conduit en quelques années aux violences de la "révolution culturelle". Pour beaucoup d'intellectuels chinois, il existe une contradiction entre l'ouverture sur les cultures étrangères et la capacité de la Chine à survivre en tant que mode de civilisation indépendant. Si un consensus existe sur la nécessité d'acquérir les nouveaux savoirs, les Chinois sont divisés sur l'appréciation de l'environnement culturel dans lequel ces savoirs peuvent se développer.

Par conséquent, il n'existe pas de politique culturelle extérieure unifiée. Plusieurs administrations centrales se disputent la coopération dans le domaine de l'enseignement, la Commission d'état de l'éducation et la Commission d'état des sciences et des techniques; dans le domaine culturel, le ministère de la Culture et le ministère de la Radio, Télévision et du Cinéma. Mais la réalité des échanges est le fait d'autres institutions : pour l'éducation, ce sont les universités qui, fascinées de longue date par l'exemple américain, cherchent à conquérir leur autonomie et à nouer des relations directes avec l'étranger; pour la culture et la communication, ce sont les associations professionnelles; les théâtres, les conservatoires, les chaînes de télévision et de radio. Le résultat est quelque peu anarchique. Les différents acteurs se contredisent fréquemment.

Le gouvernement a, depuis 1979, recherché activement des coopérations culturelles de longue durée avec ses principaux partenaires. Ses objectifs sont de deux ordres :

- former dans les pays développés l'élite qui lui fait cruellement défaut;
- acquérir, au travers des échanges de personnes et de transferts de matière grise, des connaissances modernes, susceptibles de soutenir le développement économique

national.

On peut estimer que la Chine a atteint largement ces objectifs. Près de 30000 étudiants se trouvent aux Etats-Unis, 15000 environ en Europe occidentale et au Japon. Ceux-ci poursuivent pour l'essentiel des études scientifiques et techniques de haut niveau. Mais une partie non négligeable entreprend des études en sciences sociales, en particulier en sciences administratives et économiques. Le gouvernement, inquiet de voir ses étudiants rester dans les pays d'accueil avait édicté en 1987 des dispositions contraignantes pour les candidats au départ : l'autorisation de séjour à l'étranger est conditionnée par un engagement contractuel du demandeur vis-à-vis de l'Etat chinois comportant des sanctions financières en cas de non-retour.

Les années 90 ont été marquées par une série de campagne idéologique organisée par le gouvernement pour tenter de resserrer le tissu social en quête d'identité après l'effondrement de l'idéologie communiste. Les cibles sont le Japon, les Etats - Unis, et Taiwan. Dès l'école, les enfants se voient rappeler par de la propagande, l'histoire des guerres de l'opium au XIX^e siècle, qui ont ouvert la voie à la conquête coloniale des occidentaux, russes et japonais.

Le mouvement de fond qui se dessine depuis le début des années quatre-vingt, va vers l'autonomie croissante des milieux culturels par rapport au monde politique, entraînant de ce fait à la fois plus d'échanges avec l'extérieur et une plus grande confusion quant à la politique générale suivie par les autorités.

2. LA DIPLOMATIE

2.1. RELATIONS AVEC LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

Durant de nombreuses années, la Chine n'a appartenu à aucune organisation internationale importante. Par souci d'indépendance, elle demeura hors des grandes organisations propre au camp socialiste. Elle ne fit jamais parti du pacte de Varsovie ou au COMECON dont font parti certains pays asiatique comme la Mongolie depuis 1961 ou le Vietnam depuis 1978.

D'autre part dès sa création, la Chine fut maintenue hors de l'ONU, la République de Chine ayant été membre fondateur de l'organisation, ce fut elle qui après 1949, alors qu'elle ne contrôlait plus que Taiwan, continua à représenter la Chine à l'assemblée générale comme au Conseil de sécurité de l'ONU. Cette situation s'expliquait par le contexte de guerre froide qui régnait lorsque la République populaire fut proclamée et par l'intervention de cette dernière contre les troupes américaines qui agissaient sous couvert de l'ONU.

Il fallut attendre 1971 pour que la République populaire remplace Taiwan au sein de l'organisation mondiale. Cette entrée dans l'organisation permit à la Chine continentale de disposer d'un droit de veto à titre de membre permanent. De plus elle a rejoint les différentes organismes qui lui sont liées : UNESCO, FAO (organisation pour l'agriculture et l'alimentation), ICAO (Organisation internationale de l'aviation civile), OMM (Organisation météorologique mondiale), OMS, UIT (Union internationales des télécommunications).

A une date plus récente, l'ouverture économique entamée par le Chine vers 1979 lui permit d'entrer dans un certain nombre d'organisation financière internationale : FMI, banque mondiale, BIRD (banque internationale pour le reconstruction et le développement), AID (agence internationale pour le développement).

Dans le même ordre d'idée, la chine est devenue membre de l'agence internationale pour l'énergie atomique en 1983 et en 1984 lui a été accordée le statut d'observateur au GATT.

(Accord général sur le commerce et les tarifs douaniers, dont Taiwan a été exclue dès 1971. Depuis quelques années, elle demande à être admise au sein de l'organisation mondiale du commerce (OMC). Les Etats-Unis ont accédé à sa requête en 1999.

Enfin la Chine appartient, comme Taiwan à certaines organisations régionales. La

BAD (banque asiatique de développement) dont Taiwan est le fondateur s'est réunie à Pékin avec le ministre des finances Taiwanais comme représentant de l'île en mai 1989.

Cela concrétise une évolution tout à fait nouvelle de la République populaire comme de Taiwan sur la question de la représentation chinoise dans les organisations internationales.

2.2. L'INTERET POUR LA CONSTRUCTION EUROPEENNE

La Chine a été une des première grande puissance à reconnaître l'importance du processus de l'unification européenne qu'elle a toujours apprécié davantage en termes politiques qu'économiques. Plusieurs raisons explique le poids considérable des affaires européennes dans les préoccupations actuelles des dirigeants chinois.

Pour Pékin, l'avènement de l'Union européenne est un contrepoids à aux puissances russe et américaine et permet de rééquilibrer les rapports de force.

Une Europe unie serait le premier partenaire politique culturel et commercial d'une Chine dont l'indépendance vis-à-vis des Etats-Unis ou de la Russie est au cœur du débat de la politique intérieure de Pékin.

L'Europe ne constitue pas une menace pour la Chine ni en ce qui concerne sa défense nationale, ni en ce qui concerne ses intérêts commerciaux.

Enfin, l'Europe ne manquerait pas de soutenir la Chine dans la promotion du dialogue entre les pays développés et les pays en voie de développement.

La Chine a devancé la construction politique européenne en établissant dès 1975 une mission diplomatique à Bruxelles. Mais il a fallut attendre dix ans avant que les Européens fassent de même à Pékin.

Les Chinois se sont clairement dissociés de la propagande anti-européenne menée par certains pays d'Asie sur le thème de la "forteresse " Europe et se sont prononcés en faveur d'un accroissement des échanges de toutes natures avec le futur grand marché.

Pékin est également attentif aux questions de sécurité et voit dans l'attitudes des membres de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) les prémices d'une Europe de la défense faisant contrepoids aux Etats – Unis.

La Chine est presque plus européenne que l'Europe. De plus les états membres ont un comportement peu communautaire dans leur échanges avec la Chine.

2.3. LES RELATIONS AVEC LE MOYEN - ORIENT

Nulle part la politique extérieure de la Chine n'a connu, depuis 1949, autant de variations qu'au Moyen-Orient.

Jusqu'en 1955, la Ligue arabe maintient des liens avec Taïwan. "Le peuple de Chine et son gouvernement" proclament donc à Pékin qu'ils sont "des grands amis d'Israël et du peuple juif ". L'établissement de liens commerciaux et diplomatiques avec Tel Aviv paraît imminent.

Mais après Bandoung (1955), une évolution radicale s'amorce. Quels que soient les régimes, nassérien en Egypte, fasciste en Syrie, royaliste au Yémen, démocratique et pro - occidental au Liban, Pékin s'efforce de nouer avec eux des liens. Cependant, devant les oppositions interarabes, le maintien d'une telle ligne s'avère délicat, d'autant que la Chine cherche à faire partager par ses partenaires son hostilité à l'Union soviétique qui, "depuis toujours, dit-elle, est en collusion avec Israël".

A Pékin, qui dénonce le "Munich au Moyen-Orient " que prépareraient l'URSS et les Etats-Unis, une seule voie reste ouverte celle d'un rapprochement avec l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) dont la Chine est le premier des pays non arabes à pousser à la reconnaissance. Ahmed Choukeiry, premier président de l'OLP, reçu à Pékin (1965), passe un accord avec Zhou Enlai. En échange d'armes légères et d'une instruction militaire, l'OLP diffusera des slogans favorables aux thèses maoïstes. Le soutien que lui accorde Pékin s'accroîtra après la guerre des Six jours (1967).

En 1970, la “révolution culturelle” a pris fin. Certes, Yasser Arafat, chef de l'OLP, est accueilli avec solennité à Pékin, mais l'axe de la politique chinoise a déjà commencé à se déplacer. Jusqu'à la mort de Mao (1976), la RPC n'apporte plus qu'un soutien verbal aux “révolutionnaires”. Son objectif est désormais de reprendre sa politique d'entente avec les régimes existants. Là où l'URSS subit des échecs, l'influence de la Chine prospère. N'approuvant pas les méthodes terroristes de l'OLP, elle s'en éloigne. A compter de 1973, elle s'abstient même de voter aux Nations unies des résolutions condamnant Israël. L'écart ne fait que grandir après 1976. Le rapprochement sino-égyptien prend une allure spectaculaire avec la signature d'un accord militaire. La dérive de la politique extérieure chinoise, toujours préoccupée de contrecarrer l'influence soviétique, se poursuit. Ignorant l'hostilité de l'OLP et des pays arabes, la Chine apporte un soutien prudent mais non ambigu aux accords de Camp David (1979). Et c'est qu'à compter de 1976, le régime impérial de Téhéran est tenu pour ami.

Cependant, les réactions hostiles du “Front de la fermeté” (qui regroupe certains pays arabes) et de l'OLP au traité de paix israélo-égyptien, la crise afghane ouverte en 1979, le conflit irano-irakien qui commence, lui aussi, en 1979, contraignent la Chine à infléchir, une nouvelle fois, sa politique. Son objectif est de réserver des liens minimaux avec les Etats de la région et d'encourager leur union contre l'URSS. Pour cela, tout en continuant d'apporter son appui aux pays “conservateurs”, en qui la RPC voit le môle de résistance à l'URSS, Pékin concentre ses attaques verbales sur Israël et saisit chaque occasion de se démarquer des actions américaines dans la région.

Puis le souci de contrecarrer l'influence soviétique s'estompe. Désormais, Pékin se préoccupe d'abord de donner satisfaction au plus grand nombre de partenaires. La manifestation la plus remarquable en est un rapprochement nouveau avec l'OLP. Dès 1980, les dirigeants chinois affirment que le “gouvernement et le peuple chinois ont toujours soutenu le peuple palestinien”. En 1981, 1983, 1984, Yasser Arafat est reçu à Pékin. Pendant toutes ces années, se combinent condamnations de la politique américaine au Moyen-Orient, développement des rapports avec les régimes pro-soviétiques (Yémen du Sud, Syrie), propagande contre l'Irak et soutien initial de l'Iran - avant une prise de position en faveur d'une solution négociée du conflit avec l'Irak (1983). En revanche, la RPC n'admettent pas l'existence à Kaboul d'un régime prosoviétique, se prononce régulièrement pour le retrait des troupes soviétiques mais ne fournit qu'une aide limitée aux résistants afghans.

En fait, se met en place, à compter de 1984-1985, une stratégie indépendante. Il faut éviter de créer l'impression d'un alignement. Au fur et à mesure de l'évolution des dialogues qu'elle entretient avec Washington et Moscou, la Chine y arrive progressivement. Favorable dès 1984 à l'idée d'une Conférence internationale sur le Moyen-Orient, qui consacrerait son rôle de grande puissance dans la région, la RPC agit en tant que telle. Un des canaux qu'elle n'hésite pas à emprunter est celui de la vente d'armes. Certes il n'a pas fallu attendre 1988 pour que la Chine devienne un des marchands d'armes préférés des pays de la région, notamment l'Iran, mais, en procurant en 1987 et 1988 des missiles à l'Iran, puis à l'Arabie saoudite, en élargissant ensuite sa clientèle à l'Irak, elle a dévoilé un nouvel aspect de sa politique. En 1988, une délégation commerciale chinoise s'est rendue en Israël (octobre) Ces rencontres n'ont pas empêché la Chine de se prononcer pour la reconnaissance de l'Etat palestinien dont, à la même époque, l'OLP proclamait la constitution. Ainsi, ayant réussi à ne pas s'investir trop directement dans les querelles du Moyen-Orient, la Chine peut se féliciter d'être admise par tous comme une puissance, qui, pour être extérieure à la région, y a néanmoins son mot à dire.

2.4. LA RECHERCHE DE PARTENAIRES DANS LE PACIFIQUE SUD

La politique chinoise dans le Pacifique s'applique selon trois cercles. Le premier correspond, sur sa frange maritime, à son souci séculaire de sécurité et englobe les pays

riverains de la mer de Chine méridionale. Le troisième cercle, encore inaccessible à une action politique marquée, est constitué des rives américaines du grand océan. Le second cercle inclut les pays du Pacifique sud, avec lesquels la Chine partage les préoccupations politiques majeures et parmi lesquels, la Chine a trouvé deux partenaires économiques importants : l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

L'engagement des gouvernements australien et néo-zélandais auprès de Washington a, pendant une vingtaine d'années, interdit tout développement des relations politiques et économiques avec Pékin. Un revirement s'est produit en 1972 et les deux alliés ont établi des relations diplomatiques avec la République populaire de Chine presque le même jour, en décembre 1972. Les autres petits Etats, Fidji (1975), Samoa occidentale (1975), la Papouasie - Nouvelle-Guinée (1976), ont été suivis par Kiribati (1980) et le Vanuatu (1982). Quelques micro-Etats, comme Nauru, Tonga ou les îles Salomon ont conservé des relations diplomatiques avec Taïwan. Ils ne sont, malgré tout, pas indifférents au soutien apporté par Pékin aux positions du Forum du Pacifique sud, organisation commune regroupant l'Australie, la Nouvelle-Zélande, et les micro - Etats du Pacifique sud.

La Chine a trouvé avec l'Australie, un partenaire à sa mesure. Par la concertation sur les grands problèmes régionaux, ils peuvent agir en commun pour maintenir cette zone en dehors des affrontements entre les grandes puissances et la démilitariser au maximum. Ils surveillent ensemble le poids croissant du Japon sur les économies locales et la montée en puissance de ses forces armées. Autre avantage pour les deux pays blancs, Pékin n'est pas encore en mesure de contester leur suprématie sur les micro-Etats.

Ces pays, aux dimensions minuscules, aux populations peu nombreuses, ne sont pas pour autant négligés par la diplomatie chinoise. Lors de la grande offensive diplomatique menée dans la région en 1985, le secrétaire général du Parti s'est rendu à Fidji et en Papouasie - Nouvelle - Guinée. Le président de Kiribati a été reçu en Chine comme un grand chef d'Etat. Il a été suivi par ceux du Vanuatu et de Fidji. La Chine a toujours soutenu les actions du Forum du Pacifique sud. Elle s'est empressée de parapher en 1988 les protocoles du traité de Rarotonga qui vise à faire de la région une zone dénucléarisée. Il s'agissait, certes, d'une attitude permanente de sa diplomatie, mais aussi, de ne pas laisser à l'URSS le monopole d'être la seule puissance visée par le texte à en accepter les termes.

Les deux grands pays de la région sont également des partenaires économiques importants. L'Australie est au huitième rang pour le commerce avec la Chine, laquelle est son quatrième client et pourrait devenir le premier. Une coopération spatiale s'est amorcée en 1988. Si, la Nouvelle - Zélande est à un rang plus modeste, la Chine n'en est pas moins son premier client pour la laine (25 % des exportations).

2.5. LES RELATIONS AVEC LE TIERS MONDE

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, Pékin a une vision simple de la planète : "Les Etats-Unis et l'Union soviétique sont séparés par une zone très vaste, qui englobe de nombreux pays capitalistes et coloniaux" (1946). Dans cet ensemble, "les pays indépendants et les pays en lutte pour l'indépendance en Asie, en Afrique et en Amérique latine" forment une "première zone intermédiaire". L'approche chinoise est politique et idéologique. Longtemps, Pékin niera l'existence d'un "pseudo tiers monde", dont l'unité viendrait de son sous-développement.

Après leur victoire, les communistes chinois se préoccupent, en premier lieu, des pays qui, dans cette première zone intermédiaire, se trouvent être leurs voisins. Leur tâche consiste à défendre ceux qui ont déjà rejoint le camp de la révolution et l'élargir dans cette zone intermédiaire, notamment en Asie du Sud - Est où les Chinois décèlent dans les mouvements de libération "une grande affinité" avec leur propre campagne de libération. Il ne s'agit pas intervenir directement. Il suffit de soutenir tous ceux qui ont déclenché la lutte armée, en Malaisie, en Birmanie, aux Philippines. Cet appui va de pair avec la dénonciation violente des dirigeants nationalistes. En eux, qu'ils soient indiens ou indonésiens, Pékin ne voit que "chiens courants de l'impérialisme".

Dès 1952, le soutien aux rébellions dans le Sud - Est asiatique est mis en sourdine, tandis que la Chine choisit de participer aux règlements pacifiques internationaux des problèmes.

Le moment est venu de poser les règles d'une nouvelle politique. Les cinq principes de la coexistence pacifique qui seront présentés conjointement en 1955 à Bandoung par la Chine et l'Inde vont en former l'ossature. Dès avril 1954, la Chine les met au cœur de ses relations avec l'Union indienne, puis avec la Birmanie. Cette attitude conciliante lui donne accès à la Conférence de Bandoung (1955). Là, Zhou Enlai, ministre des Affaires étrangères chinois, réussit à convaincre presque tous ses interlocuteurs d'Asie et d'Afrique que la République populaire de Chine ne nourrit à leur égard que des intentions pacifiques. Pékin se rapproche des pays de la zone intermédiaire. Les échanges de personnalités et de missions (culture, journalisme, économie) s'amplifient. La Chine tisse avec nombre d'Etats d'Asie et d'Afrique des liens commerciaux. En outre, la nouvelle démarche apporte à Pékin la reconnaissance de pays du Moyen-Orient. Avec ceux du Maghreb, le commerce permet les premiers contacts, tandis que s'ouvre largement la porte du continent africain. Enfin, le ralliement de Fidel Castro au communisme permet à la Chine de mettre un pied en Amérique latine. Dès septembre 1960, Pékin se lie avec le régime de Cuba par une série d'accords. De là, l'action chinoise s'étend en Amérique latine, d'abord sous la forme d'émissions radiophoniques, puis par un va-et-vient de journalistes, de syndicalistes, de boursiers qui font connaître la Chine.

Dans le tiers monde de l'après - Bandoung (1956-1965), la RPC s'affirme en outre comme un pourvoyeur important d'aide économique et technique. Jusqu'en 1956, la Chine n'avait accordé de prêts et de dons qu'à des pays communistes (Mongolie, Corée du Nord, Vietnam). Désormais, la liste des bénéficiaires s'allonge en Asie au profit des États "neutralistes" (Birmanie, Indonésie, Ceylan, Cambodge) et, hors d'Asie, au bénéfice des États "progressistes" (Cuba, Guinée, Tanzanie, République Centrafricaine). Désormais, le rôle de la Chine ne peut plus aller qu'en grandissant dans le tiers monde. C'est sans compter avec l'exacerbation de la rivalité sino - soviétique et la "révolution culturelle", deux facteurs qui en décideront autrement.

Alors que, au début des années soixante, l'URSS prône une politique de détente avec l'Occident, la Chine met l'accent sur ce qui est le point faible du dispositif ennemi. Elle rappelle que l'objectif des Etats-Unis a toujours été de dominer la zone intermédiaire. Elle affirme que c'est dans les vastes régions d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine que convergent les différentes contradictions du monde contemporain, C'est là que se situe la "zone des tempêtes". Partant, la Chine reproche à l'URSS son attitude négative à l'égard des peuples opprimés. Elle dénonce la trahison soviétique dans les instances afro-asiatiques et s'efforce d'en convaincre les dirigeants du tiers monde.

A compter de 1966, la Chine s'érige en "bastion du socialisme". " Arsenal de la révolution ", elle veut entraîner les "campagnes" contre la "ville", les prolétaires contre les bourgeois, autre manière de dire les pauvres contre les riches. En Asie, où la diplomatie "garde rouge" diffuse l'esprit de la "révolution culturelle", les résultats ne tardent pas rupture avec l'Indonésie; tensions graves avec le Népal, la Birmanie, Ceylan et le Cambodge. Les conséquences sur la réputation internationale de la RPC semblent irréparables. Ce qui est vrai en Asie, l'est aussi en Afrique : Si la "révolution culturelle" y recueille quelques échos favorables (Mali, Mauritanie Zanzibar, Guinée), les chefs d'Etat africains, dans l'ensemble, ne cachent pas leurs appréhensions. Un coup d'arrêt a été donné à la progression de l'influence chinoise.

Une ambition de Pékin est d'être un également des porte-parole du tiers monde. Pour atteindre ce but, Pékin ne laisse en friche aucun des champs d'action qui, au cours des années quatre-vingt, s'offrent à une puissance d'importance : appui aux Palestiniens, dénonciation du racisme et de l'apartheid, opposition aux Contrats au Nicaragua, chaque événement est utilisé pour réaffirmer la solidarité politique et économique de la Chine et du tiers monde. Cette dernière se manifeste par le maintien d'aides de diverses natures, quoique la Chine insiste souvent sur la faiblesse de ses moyens. En outre, dans les grandes

conférences économiques internationales, la Chine se range résolument aux côtés des pays qui s'efforcent de créer de meilleures conditions de développement pour le sud.

Oubliant ses positions militantes, la Chine cherche, aujourd'hui, par la diplomatie et l'arme économique, à se rallier ces pays du tiers monde, sans distinction de type de régime, tout en grignotant les derniers appuis diplomatiques de Taïwan.

2.6. DES RELATIONS CHANGEANTES AVEC LES ETATS UNIS

De 1949 à 1971, Pékin et Washington avaient connu vingt-deux ans de rupture quasi complète avant que les visites en Chine de Henry Kissinger et du président Richard Nixon n'aboutissent à un rapprochement, marqué par le communiqué de Shanghai de février 1972. Cette évolution s'est accentuée ensuite, culminant dans le voyage triomphal de Deng Xiaoping aux Etats-Unis (début 1979) et la quasi - alliance de 1979-1981.

Au cours des années 80, Américains et Chinois prirent cependant conscience d'être des partenaires dont certains intérêts essentiels restaient opposés. Le réalisme était revenu de part et d'autre malgré la répression de Tien-an-Men (juin 1989). En effet, la fin de la guerre froide modifia profondément les données stratégiques et économiques internationales, en Extrême-Orient comme ailleurs. Les rapports sino-américains s'inscrivaient désormais dans un contexte différent : celui d'un face-à-face entre la superpuissance unique d'aujourd'hui (parfois peu encline à jouer ce rôle, d'ailleurs) et une superpuissance potentielle du XXI^e siècle.

Politiquement, l'orientation rigide de Pékin se confirmait également au lendemain de l'éclatement de l'Union soviétique (décembre 1991) : maintien de la dictature du parti communiste au nom de la stabilité indispensable à la construction de la puissance chinoise, malgré la priorité à la défense des droits de l'homme sur les intérêts économiques américains en Chine prônée par le candidat Clinton.

Un deuxième tournant suivit en septembre : la priorité passait alors à la réussite du premier sommet de l'Apec (Asia Pacific Economic Cooperation) à Seattle. Du coup, Washington recherchait en hâte à Pékin une série de contacts bilatéraux de haut niveau. Ministres et directeurs américains s'y succédèrent, parfois en même temps ou avec des objectifs contradictoires. La première rencontre Jiang Zemin-Clinton, à Seattle (novembre 1993), ne devait pourtant guère servir qu'à renforcer l'image du président chinois.

Le 1^{er} juin 1994 - troisième tournant, l'Administration démocrate renouvelait définitivement la clause de la nation la plus favorisée (MFN) en faveur de la Chine et renonçait en pratique à défendre sa conception des droits de l'homme dans ce pays. L'heure était à d'ambitieux contacts industriels entre le secrétaire à la Défense William Perry, les firmes américaines intéressées et les chefs militaires chinois.

Mais au lendemain de la victoire républicaine aux élections de mi-terme (novembre 1994), il fallut réduire ces grands projets et composer avec les initiatives anti-Pékin du nouveau Congrès : projets d'amendements sur l'indépendance du Tibet, visa accordé au président Lee Tenghui en juin 1995, attaques contre certains transferts de technologies sensibles, etc.

L'Administration Clinton semble être depuis lors paralysée à l'égard de la Chine, et aussi d'ailleurs à l'égard du Japon, pays avec lequel difficultés et échecs s'étaient également multipliés. Bill Clinton était absent du troisième sommet de l'Apec à Osaka, ce qui frappa beaucoup les milieux dirigeants japonais, chinois et de l'Ansea.

En trois ans, les Chinois étaient passés de la fascination envers l'Amérique à une méfiance teintée de nationalisme. Cela ne les empêchait pas d'attirer les investissements et d'exploiter les sociétés américaines par diverses pressions, afin d'obtenir, notamment, des transferts de technologies avancées.

Beaucoup de Chinois admirent pourtant l'Amérique pour sa puissance économique et son avance technologique et culturelle. Toutefois, ils soupçonnent volontiers Washington de

mener une politique d'endiguement, visant à interdire à la Chine d'atteindre sa juste place dans le monde.

Après la cause de la réunification (de Taiwan), le défi aux États-Unis devient par conséquent la pierre de touche du patriotisme chinois. L'Occident en général, mais surtout les États-Unis, sont accusés d'utiliser les idées de liberté, démocratie et droits de l'homme, pour semer le désordre en Chine ou de comploter la sécession plus ou moins complète de Taiwan et du Tibet. De plus, la conception occidentale du droit est étrangère à la Chine : mal enracinés et mal compris, droit international, droit privé, droit public, sont souvent cause d'incompréhension. Il n'est pas étonnant que Pékin et Washington s'opposent de façon durable dans plusieurs domaines.

A propos de l'endiguement de la Chine; les Chinois y rattachent de nombreuses questions, grandes ou petites : le soutien américain à Taiwan, selon le Taiwan Relations Act voté par le Congrès en 1979 et concrétisé récemment par les ventes d'armement et le visa accordé au président Lee Tenghui. Le rapprochement diplomatique de Washington avec Hanoi et New Delhi est mis dans la même catégorie de récriminations. Les traités d'alliance ou de sécurité entre les États-Unis et le Japon, les Philippines, l'Australie, qui sont les supports de la présence militaire américaine dans le Pacifique Ouest, sont également critiqués par moments.

Toute mesure de représailles, toute " sanction " commerciale ou technologique américaine est ressentie en Chine comme une confirmation de cette politique d'endiguement. Des questions comme la non-prolifération sont également vues sous cet angle. Or, le déséquilibre des échanges commerciaux sino-américains pose un problème d'année en année.

De fait, bien que Pékin fasse peu à peu des concessions dans certains domaines, les marchés chinois sont encore protégés. Ils n'offrent ni transparence, ni uniformité, ni protection contre l'arbitraire. Les services, banques, assurances, réseaux de distribution, télécommunications et information, sont en partie interdits aux étrangers. La monnaie n'est pas encore convertible et les profits éventuels des joint-ventures ne sont pas rapatriables.

Washington, et Tokyo, défenseurs majeurs de la prolifération des armements nucléaires, chimiques, biologiques, de plus en plus, exercent périodiquement diverses pressions sur la Chine. Les Américains tentent de stopper ses échanges nucléaires avec le Pakistan, ses velléités d'exporter des missiles balistiques de courte portée en Asie du sud est, et de pousser Pékin à s'aligner sur le " régime de des technologies missiles " (MTCR) limitant les transferts et sur le traité d'interdiction totale des essais nucléaires. Cela fait de nombreux sujets de friction.

La question des droits d'auteurs (copyrights) est aussi irritante. Les Américains estimaient à un milliard de dollars annuel leurs pertes dues au non-respect de l'accord bilatéral (difficilement) atteint au printemps 1995. Or, malgré le dernier accord. Pékin se montre peu capable de fermer définitivement certaines usines pirates situées en province. Culturellement, la propriété intellectuelle ou artistique est un concept mal compris en Chine: les plus grands romans traditionnels y sont anonymes et les peintres, calligraphes ou médecins s'y sont toujours formés en copiant leur vie durant de grands maîtres. Néanmoins, le climat se calme un peu. Les Chinois ont récemment fermé quelques usines spécialisées dans la contrefaçon de disques.

La question des droits de l'homme et des libertés démocratiques a empoisonné les relations sino-américaines entre 1989 et 1993, mais est désormais relégué au niveau d'une polémique de principe. L'anniversaire du 4 juin (1989), les démocrates de Hong Kong ou les militants pour le Tibet réussissent cependant à ranimer la flamme de temps à autre et à recréer une tension passagère. Depuis 1993 enfin, la Chine, appuyée par presque tous les gouvernements d'Asie, a pris diverses initiatives pour promouvoir un système de " valeurs

asiatiques ” opposées aux “ valeurs occidentales ”. Une critique sévère de la société américaine s'est ainsi développée pour faire contrepoids aux reproches occidentaux : elle sert évidemment à justifier les régimes politiques autoritaires, nombreux en Asie - Pacifique.

Mais actuellement, l'obstacle le plus important est celui de la reconnaissance et par conséquent de l'aide militaire et économique apportée à Taiwan.

Dans les relations sino-américaines, il faut heureusement mettre trois considérations sur l'autre plateau de la balance. Deux sont d'ordre stratégique, une économique.

Les États-Unis et la Chine sont tenus à un minimum de relations de travail et même de coopération, au vu de leurs responsabilités globales. Il n'y a pas d'effort de non-prolifération satisfaisant, ni d'arrêt durable des essais nucléaires, sans participation chinoise. Pékin dispose du droit de veto au Conseil de sécurité de l'ONU. Inversement, l'intégration de la Chine dans le système mondial requiert la bonne volonté américaine.

C'est la même chose le domaine régional. L'équilibre stratégique international en Asie orientale et dans le Pacifique Ouest dépend en premier lieu de la Chine et des États-Unis. L'importance de leur rôle pour limiter les risques de guerre et de nucléarisation dans la péninsule Coréenne et dans le sous-continent Indien est encore plus évidente.

La Chine représente 22 % de l'humanité, avec une civilisation ancienne et de grandes ambitions. Ses besoins d'équipement sont encore considérables. Le savoir-faire et les capitaux des Chinois du Sud-Est asiatique ainsi que les transferts industriels de toute l'Asie sur les côtes de Chine, constituent de forts stimulants. Sauf accident, la Chine peut être la première zone de croissance au monde pendant encore une décennie, ou plus. Cependant, son développement par les exportations nécessite l'accès au marché américain et une intégration accrue dans le système économique mondial. Les entreprises américaines, en revanche, doivent pouvoir prendre une place de choix sur le marché chinois.

L'ascension de la Chine et son intégration dans le monde pourraient être l'évolution historique la plus difficile au cours de la prochaine génération. C'est un grand défi, en particulier pour les États-Unis, qui ont là, du fait de leur superpuissance, une responsabilité première. D'une façon ou d'une autre, les relations sino-américaines seront un sujet majeur au cours des prochaines années et elles seront aussi parfois conflictuelles et pleines de risques.

Cela ne veut pas dire qu'un conflit militaire entre les États-Unis et la Chine soit prévisible. L'Amérique n'en veut pas, la Chine non plus. Ni l'une ni l'autre n'a d'ailleurs aujourd'hui les moyens militaires d'aller au-delà d'une simple gesticulation. Seule la possession de missiles balistiques de courte et moyenne portée donne à la Chine un avantage théoriquement utilisable dans son voisinage, tant que le système antimissile protégeant le Japon, la Corée du sud et Taïwan, n'y sera pas installé. Ce bouclier antimissile traduit le retour en force des États - Unis dans la région. Il est ressenti par Pékin comme une incursion dans son pré carré, sentiment renforcé par l'animosité historique contre le Japon.

En revanche, un affrontement passager n'est pas tout à fait exclu. La crise du printemps 1996 dans le détroit de Taiwan vient de le rappeler. Le Taiwan Relations Act, voté par le Congrès américain en 1979, peut obliger Washington à soutenir l'île contre la Chine populaire en cas de danger. Pékin, de son côté, refuse d'exclure l'usage de la force contre Taipei, dans certains cas de figure. En mer de Chine du Sud par ailleurs, Washington a fait savoir à tous les pays de la région que l'US Navy défendrait si nécessaire la liberté de navigation.

Pékin ne peut compenser son faible poids économique et militaire qu'en tentant de jouer un pôle du triangle Moscou – Pékin – Washington contre l'autre. Mais la dépendance

dans laquelle se trouve la Chine vis-à-vis des Etats-Unis pour mener une politique vitale de développement économique ne permet pas d'imaginer une remise en cause radicale du rapprochement des deux pays.

3. LA RECHERCHE DE LA MAITRISE NUCLEAIRE

3.1. LA CONQUETE SCIENTIFIQUE PAR LES SERVICES SECRETS

Les Chinois n'ont pas les scientifiques de leurs ambitions. Ils ont donc développé l'espionnage de façon à acquérir rapidement, principalement les moyens de créer leur force de frappe nucléaire.

Le pillage scientifique commence dès les années cinquante. L'URSS refuse aux Chinois de l'aide pour que Pékin se dote de l'arme nucléaire. Les Soviétiques ne trouvaient pas les Chinois assez fiables et stables pour posséder cet armement. Par l'espionnage, la Chine va se doter de l'arme atomique puis thermonucléaire dans des délais très brefs avec l'assurance de ne s'en servir que dans un but défensif. Dès 1964, les Chinois disposent de l'arme atomique en dépit du faible potentiel économique et technologique. En 1969, les Chinois font exploser une bombe H thermonucléaire soit cinq ans après alors qu'il a fallu huit ans aux Français entre l'explosion de la bombe atomique et la bombe thermonucléaire. Le phénomène s'accélère dans les années soixante dix grâce à la réconciliation sino-américaine. Washington autorise de nombreux scientifiques chinois à étudier ou à travailler aux Etats – Unis. Une coopération stratégique directe est mise sur pied entre les deux pays, face à l'URSS perçue comme un ennemi commun. Cela va de transfert de technologies en matière aérienne ou en télécommunication jusqu'à l'autorisation donnée en 1988 par l'administration Reagan de lancer des satellites américains avec des fusées chinoises à partir de bases chinoises. Récemment, des espions ont été repérés au sein des centres de recherches américains civils (Massachusetts Institute of Technology, California Institute of Technology) et militaires Pasadena et Los Alamos.

De même, depuis le milieu des années quatre vingt, la Chine se convertit à l'économie de marché et devient un sous-traitant des Etats – Unis.

Le résultat est que les Chinois ont développé le missiles CSS4 à partir des plans du missile Titan américain. La première bombe à neutrons chinoise explose en 1988 dix ans après s'être procuré les plans au Lawrence Livermore Laboratory. Entre 1984 et 1988, les plans des missiles miniaturisés Trident W88 équipant les sous marins stratégiques américains parviennent à Pékin. Ils seront fabriqués dès 1992.

L'espionnage militaire et scientifique effectué par Pékin au détriment des Etats-Unis est une évidence. Il a permis à la Chine de devenir une puissance nucléaire.

3.2. LA CHINE, PUISSANCE NUCLEAIRE

La Chine a été le pays le plus menacé d'être frappé par des armes nucléaires ce qui renforce sa volonté de se doter de cet armement.

Dès 1951, le Général Mac Arthur l'a menacée de frappes atomiques quand elle est intervenue au côté des Nord coréens. Les Etats-Unis ont démis la général de ses fonctions car ils n'étaient pas disposés à mener une guerre nucléaire.

Lorsque la Chine a bombardé les îles Quemoy et Matsu dans les années cinquante, la Chine a testé le soutien que l'URSS pouvait lui fournir. Du côté occidental, les Etats-Unis apportent un appui indéfectible, même nucléaire, à Taïwan. Mais du côté des démocraties populaires, l'URSS déclare qu'elle n'interviendra au profit de la Chine que si les forces nationalistes débarquent en Chine populaire. Sans soutien de son alliée, la Chine ne s'est pas lancée dans une opération de plus grande ampleur. Ce qui l'a conforté dans son idée de s'équiper d'armes nucléaires.

L'URSS, par contre, a annoncé qu'elle pourrait s'en servir dans un but offensif pour devancer une attaque conventionnelle chinois. L'URSS a brandi la menace de l'emploi de

l'arme nucléaire lorsque la Chine a envahi la vallée de l'Amour et de l'Ussun en 1969 ainsi que lors de la conquête de régions limitrophes au nord du Vietnam en 1979.

L'Inde échaudée par les affrontements de 1962 décide de se lancer dans un programme nucléaire pour contrer la Chine.

La plupart de ces menaces ont été proférées lorsque l'armement chinois était inexistant ou en cours de montée en puissance. Elles ont contribué à persuader les Chinois de développer leur armement nucléaire, à juste titre d'ailleurs : depuis que la Chine est dotée de cet armement, les menaces ont faibli.

La Chine, puissance nucléaire, dispose donc d'un armement nucléaire qu'elle n'a cessé de moderniser. Cette force d'ICBM et de sous - marins (plus de 70 ICBM Mirv d'une portée de 8 000 km et 1 SNLE avec 12 MSBS Mirv de 8 000 kilomètres) lui permet de pratiquer une politique de dissuasion nucléaire minimale. En 2010, la Chine prévoit d'aligner 16 SNLE.

Des missiles de grandes portée ont été développés en petites séries. Les forces nucléaires sont globalement du même ordre que les forces françaises ou britanniques quoique moins avancées sur le plan technique. En revanche la puissance de la Russie et des Etats-Unis est vingt à cinquante fois plus importante. Cela n'empêche pas un effort de dissuasion du faible au fort mais limité dans le cas de la Chine par certaines vulnérabilités et par des conditions géographiques défavorables. Faute de disposer d'une capacité de frappe en second, les responsables chinois jugeraient trop compliqué de passer les premiers le seuil nucléaire. Ils ne se croient donc pas capables de dissuader complètement la Russie mais uniquement de la faire hésiter à employer elle même ses armes de destruction massive. En outre les sous marins nucléaires lanceurs d'engins chinois ne pourront probablement patrouiller que dans l'océan Pacifique. Ils n'auront dans l'avenir qu'un impact régional limité à l'Extrême Orient. Cet effort nucléaire et la modernisation de défense semblent vouloir se poursuivre même si le climat de détente entre grandes puissances se généralisait.

Par ailleurs, la Chine a poursuivi imperturbablement, des essais nucléaires en dépit des protestations de toutes origines. Il semble bien, après le tir du 29 juillet 1996, qu'elle ait décidé de suspendre ceux-ci à partir du 30 juillet, date de la reprise des négociations à Genève en vue de la conclusion d'un traité d'interdiction totale (CTBT). En annonçant solennellement ce moratoire, elle rejoint ainsi les quatre autres puissances nucléaires et paraît ainsi faire un geste de bonne volonté.

La Chine, en développant son armement nucléaire, compense la faiblesse de ses forces armées conventionnelles et renforce son poids de membre permanent du conseil de sécurité de l'ONU.

Pour rompre le sentiment d'encerclement qu'elle ressent, la Chine intervient désormais dans toutes les organisations internationales, exploite la richesse de sa diaspora et recherche des relations économiques avec le maximum de pays. Un effort diplomatique porte sur la totalité des continents. De plus, elle ambitionne d'être une puissance nucléaire de premier niveau pour appuyer ses tentatives d'annexion de Taiwan ou sécuriser ses frontières face à la Russie ou à l'Inde.

CONCLUSION

La Chine a en partie atteint les frontières historiques qu'elle tenait au XVII^e siècle. Elle a reconquis une partie de sa frontière maritime avec la rétrocession de Hong Kong et de Macao. Taiwan est donc l'objectif futur.

Ces frontières lui permettent d'assurer sa sécurité. Elles lui assurent aussi de dominer un ensemble géographique considérable, regroupant le cinquième de la population mondiale dans un ensemble assez homogène : le mandarin est la langue la plus parlée au monde. Elle est donc de ce point de vue, une puissance culturelle limitée à l'Asie.

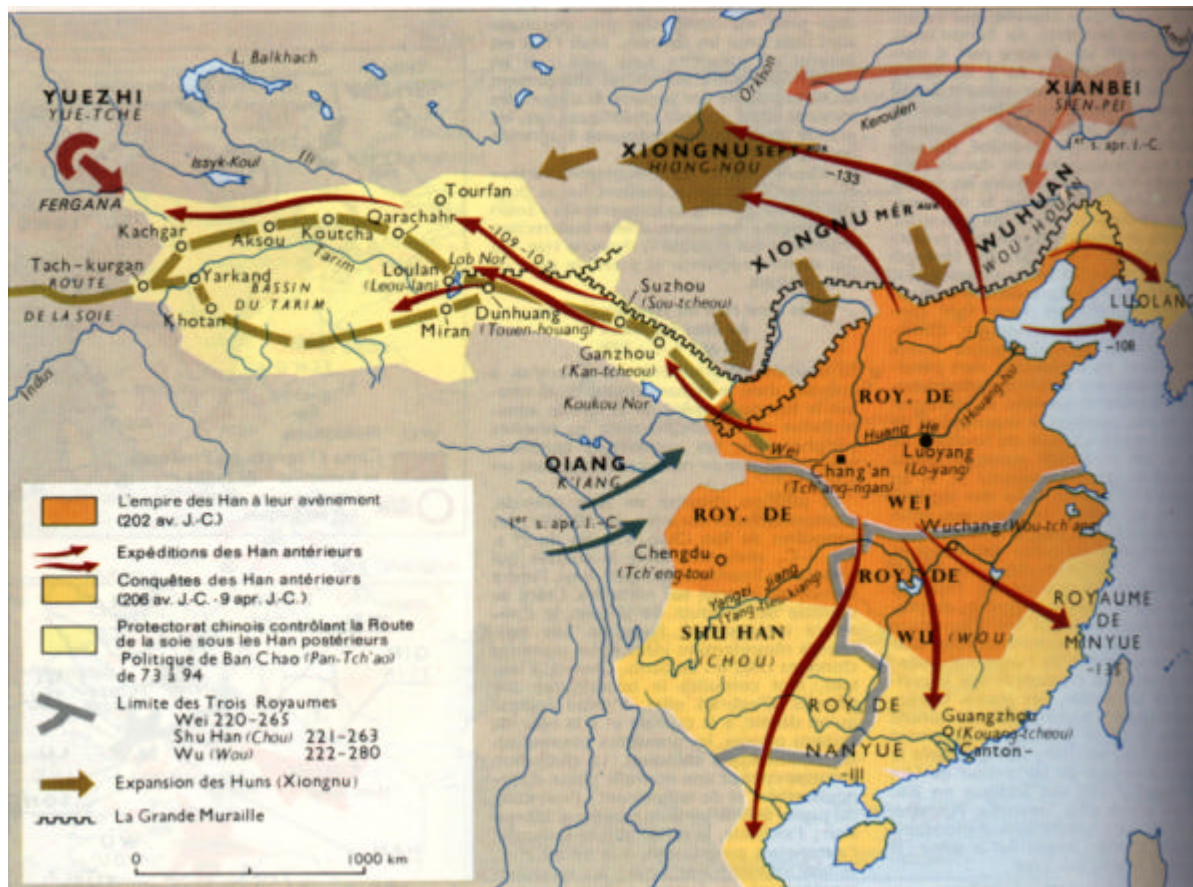
Avec sa superficie, la Chine bénéficie de considérables ressources minières, hydrauliques, forestières, industrielles et humaines nécessaires à sa prospérité économique. Son sous développement aura été effacé, une fois supprimées les malheureuses tentatives d'aberrations économiques. Elle pourra prétendre au rang de grande puissance économique aidée par la culture confucéenne du sens de la collectivité à l'instar des dragons du sud est asiatique et par sa diaspora. Ce progrès économique lui permettra de lier des relations moins conflictuelles avec ses voisins.

Car, se sentant entourée de voisins hostiles ou effrayés par sa puissance potentielle, elle cherche à améliorer ses relations avec les pays proches et à lier des alliances formelles ou non avec les pays plus éloignés.

En effet, la Chine recherche la stabilité dans la région pour développer son économie, pour fournir du travail à ses habitants, pour améliorer son armée afin d'atteindre la place que la taille de sa population, l'importance de sa diaspora, son rayonnement notamment dans les pays du tiers monde et son potentiel peuvent lui faire espérer.

ANNEXE 1

La Chine des Han



ANNEXE 2

La Chine des Tang



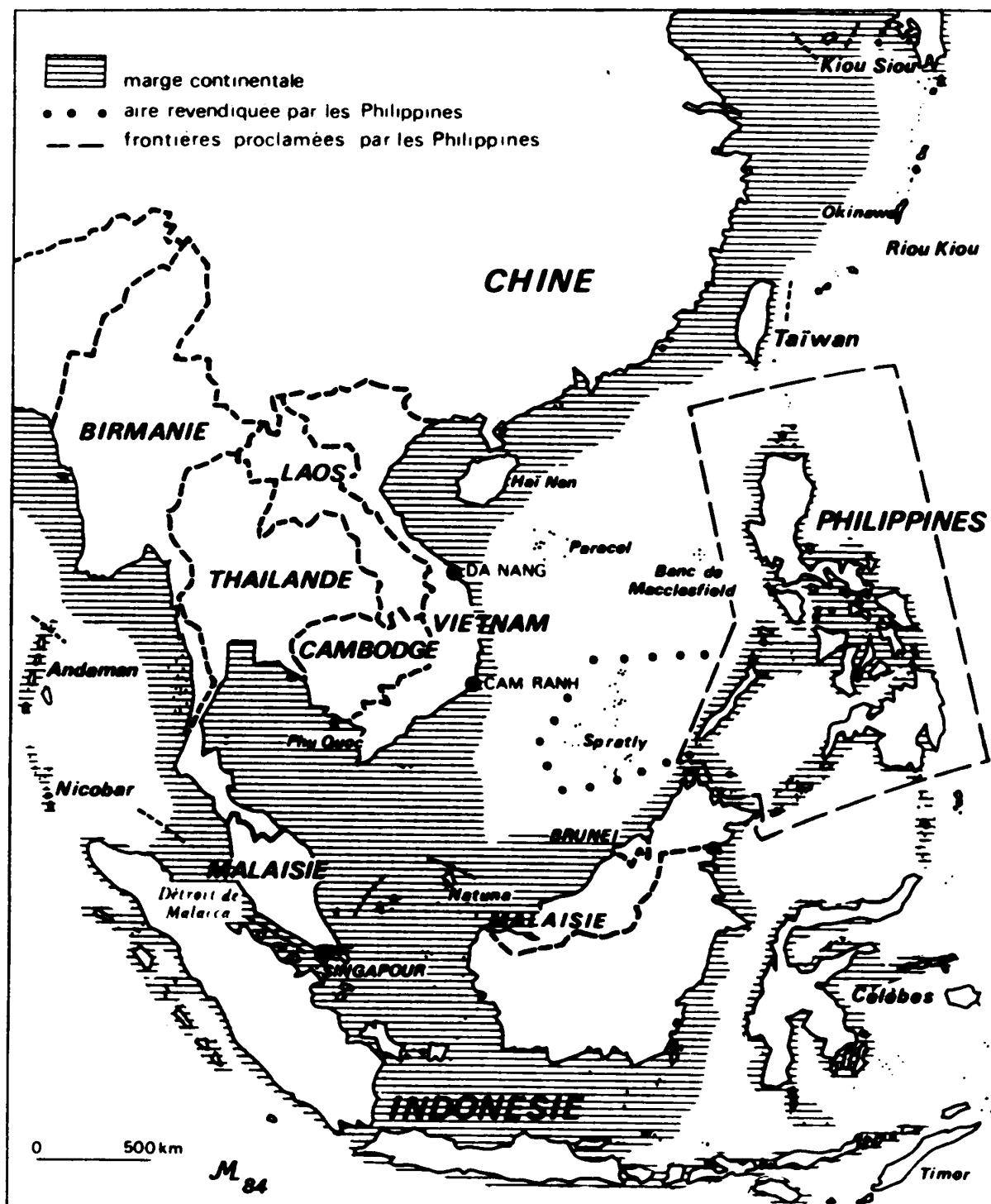
ANNEXE 3

La Chine des Qing



ANNEXE 4

LES LITIGES INSULAIRES



LA CHINE



BIBLIOGRAPHIE

- | | | |
|---|----------------------|----------------------|
| Atlas géographique | | |
| Encyclopédie Universalis | | |
| Lexique de géopolitique | Marc NOUSCHI | Armand COLIN |
| Introduction à l'analyse géopolitique | Aymeric CHAPRADE | Ellipses |
| La stratégie mondiale | Lawrence FREEDMAN | Bordas |
| Question de géopolitique | Yves LACOSTE | Livre de poche |
| Grand Larousse Universel | | Larousse |
| La Chine au XX ^e siècle | Marie Claire Bergère | Fayard |
| La Chine 1949 – 1885 | JL Domenach | Imprimerie Nationale |
| De la Chine | Alain Peyrefitte | Omnibus |
| La Chine populaire | | Que – sais – je ? |
| La politique extérieure de la Chine populaire | | Que – sais – je ? |
| L'état du monde 2000 | | |
| Flotte de combat | | |
| Jane's defense | | |
| Revue de la Défense Nationale 10/96 | | |
| Spectacle du monde 8/1996 | | |
| Le Point N°1410. 24/9/99 | | |